MAITRISE D'OUVRAGE: HAUTE AUTORITE A LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (HACP)

FINANCEMENT: UNION EUROPEENNE

Mise en œuvre: CARE et SOS Civisme

Coordination du Projet à *Niamey*

Tel : (00227)20 35 21 92 / 90 88 88 17/91 35 55 22/ 90 51 18 75

Niamey Quartier Cité STIN Non loin de Radio Ouallam

Antenne de Diffa :

Tel 9145 50 40/92 73 95 35 /91 59 95 35 /90 95 61 36

Projet Education Civique et Soutien aux Initiatives de Paix au Niger

NIGER -ESPOIR

EVALUATION FINALE

RAPPORT FINAL

Elaboré par :

Mr Idrissa Yarou SAMA,

Consultant principal

Août – septembre 2017

Sommaire

SIGLES ET ABRÉVIATIONS 4
RESUME EXECUTIF 5
INTRODUCTION 7
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE, JUSTIFICATION ET OBJECTIFS DE L'ETUDE 8
1.1. Contexte et justification 8
1.2. Objectifs et résultats attendus de l'évaluation 9
DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE 11
2.1. Démarche utilisée 11
2.1.1. La réunion de cadrage 11
2.1.2. Planification/Chronogramme 11
2.1.3. La revue documentaire 11
2.1.4. Collecte des données sur le terrain 12
2.1.5. Synthèse des données recueillies 12
2.1.6. Restitution des résultats préliminaires (débriefing) 13
2.1.7. Elaboration du rapport provisoire 13
2.2. Echantillonnage 13
2.3. Difficultés rencontrées au cours de la collecte et exploitation des données 14
TROISIEME PARTIE : RESULTATS DE L'ETUDE 15
3.1. ETAT DES LIEUX DES ACTIVITES MENEES 15
3.1.2. Bilan des réalisations physiques 16
3.1.3. Bilan des réalisations financières 25
3.2. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU PROJET 26
3.2.1. Pertinence 26
3.2.1.1. Au plan national 26
3.2.1.2. Conseil Supérieur de la Communication (CSC) : 26
3.2.1.3. Direction des Affaires Religieuses du MI/SP/D/ACR 27
3.2.1.4. Volet des religieux: 27
3.2.1.4.1. Les CDIR : 27
3.2.1.4.2. Les Ecoles coraniques 27
3.2.1.5. Volet des communautaires 28
3.2.1.5.1. Conseil Régional 28
3.2.1.5.2. Mairie de Diffa 28
3.2.1.5.3. Chefferie traditionnelle de Diffa 28
3.2.1.5.4. Plates-formes 29
3.2.1.6. Volet des jeunes 29

3.2.2. Efficacité 30
3.2.2.1. CSC 30
3.2.2.2. DAR 30
3.2.2.3. Volet religieux 30
3.2.2.4. Volet communautaire 30
3.2.2.5. Volet jeunes 31
3.2.3. Efficience 31
3.2.3.1. CSC 31
3.2.3.2. DAR 31
3.2.3.3. Volet religieux 31
3.2.3.4. Volet communautaire 31
3.2.3.5. Volet jeunes 32
3.2.4. Effets/Impacts 32
3.2.4.1. CSC : 33
3.2.4.2. DAR 33
3.2.4.3. Volet religieux 33
3.2.4.4. Volet communautaire 34
3.2.4.5. Volet jeunes 35
3.2.5. Durabilité 35
3.2.5.1. CSC 35
3.2.5.2. DAR 35
3.2.5.3. Volet religieux 36
3.2.5.4. Volet communautaire 36
3.2.5.5. Volet jeunes 37
3.3. LES LECONS APPRISES 37
3.3.1. Analyse diagnostique des activités (SEPO/SWOT) réalisées par les parties prenantes 37
3.3.2. Les insuffisances à corriger 41
3.3.3. Les aspects positifs à renforcer 41
3.3.3.1. Points forts et opportunités 41
3.3.3.2. Les bonnes pratiques 42
3.4. LES RECOMMANDATIONS 43
3.4.1. Recommandations à l'endroit du Consortium CARE-SOS Civisme 43
3.4.2. Recommandations à l'endroit du Gouvernement 44
CONCLUSION 45
ANNEXES 46

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGR : Activité Génératrice de Revenu
CDIR : Comté de Dialogue Inter et Intra Religieux
CRPS : Comité Régional de Paix et Sécurité
CEG : Collège d'Enseignement Général
COFO : Commission Foncière
COFOCom : Commission Foncière Communale
CR : Commune Rurale
CR : Conseil Régional
CSC : Conseil Supérieur de la Communication
DAR : Direction des Affaires Religieuses
Etc : Etecera
Ex : Exemple
F Cfa : Franc de la Communauté Financière Africaine
FFOM :
GAR : Gestion Axée sur les Résultats
GNVC : Gestion Non Violente des Conflits
HACP : Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
IcSP : Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix
MMD : « Mata Masu Dubara » Mutuelle Féminine d'Epargne et de Crédit
NE : Niger Espoir
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONG SOS – Civisme : Organisation Non Gouvernementale pour la promotion du développement durable par l'éducation civique et le renforcement de la démocratie à la base, Savoir, Oser, Solidariser pour le Civisme
PAPS : Projet d'Appui à la Paix et à la Stabilité
PF : Plate-Forme
PROMEESS : Promotion de l'équité et l'égalité et renforcement de la société civile
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
REVE : Revalorisation du Vivre Ensemble
SEPO/SWOT : Succès, Echec, Potentialité, Obstacle/Strengh, Weakness, Opportunities, Treats
SG : Secrétaire Général (e)
SOS-Civisme :
SDS : Stratégie de Développement et de Sécurité dans les Zones Sahélo-Sahariennes
TDR : Termes de Référence
UE : Union Européenne

RESUME EXECUTIF

La présente étude porte sur l'évaluation finale du Projet Education Civique et Soutien aux Initiatives de paix au Niger (Niger Espoir) dans les quatre(4) régions d'intervention à savoir: Diffa, Maradi, Niamey et Zinder.

Le projet Niger Espoir dont la durée est passée de 18 à 23 mois (16 novembre 2015 au 15 octobre 2017) et qui fait suite au projet Revalorisation du Vivre Ensemble(REVE) exécuté de janvier 2014 au 15 novembre 2015 et financé sur le programme « Instrument Contribuant à la Stabilité et à la Paix» (IcSP) a pour objectif global de contribuer à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la stabilité sociale et politique au Niger. Il a donc pour rôle de contribuer aux actions multiformes engagées par la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix - HACP pour la mise en œuvre de la Stratégie de Développement et de Sécurité dans les Zones Sahélo-Sahariennes (SDS) du Niger. A ce titre, il constitue un des instruments de réponse de l'Etat du Niger aux périls nouveaux que vit toute la région du Sahel en matière d'insécurité, d'instabilité, de terrorisme et de conflits armés ouverts.

à. Afin d'y renforcer le dialogue social pour la paix et la stabilité dans les quatre (4) régions concernées, le projet a apporté des appuis significatifs à l'endroit de ses groupes cibles à toutes les échelles (du niveau local au plan national). Les appuis du projet ont été orientés suivant les besoins spécifiques de chaque acteur en lien avec la thématique « paix et la stabilité sociale ». Il s'agit :

- *appuis financiers, matériels et formation pour le Conseil Supérieur de la Communication(CSC), la Direction des Affaires Religieuses(DAR), les Comités de Dialogue Intra et inter Religieux(CDIR), les plateformes de genre et les autorités,*
- *financement des microprojets au profit des organisations des jeunes.*

Du fait de la spécificité du domaine d'intervention du projet axé sur des activités de sensibilisation, de dialogue et de rencontres multiformes, les résultats de cette évaluation sont exprimés en termes beaucoup plus qualitatifs que quantitatifs.

Les investigations menées dans le cadre de la présente évaluation à partir de l'approche participative et inclusive par le biais des échanges riches et fructueux avec les différentes parties prenantes, les données collectées, traitées et analysées ont permis à l'équipe d'évaluation de porter un jugement globalement positif sur la performance du projet sur la base de l'appréciation des cinq (5) critères ci-après : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les effets/impact et la durabilité/pérennité.

Cependant, il faut relever que certaines difficultés ont quelque peu entravé la mise en œuvre du projet à savoir :

- *La durée de vie initiale du projet de dix-huit (18) mois qui s'est révélée être relativement courte compte tenu des objectifs hautement stratégiques et de l'étendue de la zone d'intervention ;*
- *La lourdeur des procédures avec pour conséquence le retard accusé dans la justification des fonds alloués aux partenaires locaux eu égard à leur niveau d'instruction ;*
- *Le nombre réduit du personnel du projet chargé de l'encadrement rapproché des structures locales dans la mise en œuvre des activités.*

Au vu des résultats tangibles et encourageants enregistrés mais en tenant compte des contraintes majeures identifiées, des mesures d'amélioration permettant d'aller assurément de l'avant sont proposées. Elles sont exprimées en termes de principales recommandations, comme suit :

- *Renforcer les capacités des CDIR, des plates-formes et des jeunes en matière de gestion administrative et financière en vue de faciliter la mise en œuvre des activités et la justification des fonds alloués ;*
- *Intensifier l'organisation des voyages d'étude au profit des CDIR et des plates-formes compte tenu du caractère très formatif des échanges d'expérience pour créer une émulation et un esprit d'initiatives au sein de ces structures ;*

Accompagner le CDIR national nouvellement installé pour permettre de créer un mouvement d'ensemble en vue d'avoir des correspondants officiels (attitrés) efficaces aux trois (3) niveaux de l'échelle (commune, région et central) ;

Rehausser le taux journalier (perdiem) de prise en charge des acteurs communautaires pour l'adapter au coût réel du niveau de vie ;

Poursuivre et intensifier toutes les activités initiées par le projet à travers une phase supplémentaire, avec possibilité d'extension à toutes les huit (8) régions du pays eu égard à l'importance des aspects pris en compte et à la pertinence des thèmes et des messages véhiculés en vue d'une consolidation de la paix et de la cohésion sociale gage d'une coexistence pacifique et harmonieuse entre les fils et les filles de la Nation dans la perspective de contribuer à un développement équilibré et durable du pays.

INTRODUCTION

Le présent rapport a pour objet de faire le point des résultats de l'évaluation des activités du Projet Niger-Espoir qui est né pour consolider les réalisations du projet REVE (Revalorisation du Vivre Ensemble) mis en œuvre entre le 1er janvier 2014 et le 15 novembre 2015 par CARE Niger et SOS Civisme dans les régions de Niamey, Maradi, Zinder et Diffa.

Le projet Niger Espoir qui s'inscrit dans le cadre de « L'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) » est censé contribuer indirectement à l'axe 1 (Renforcement de la sécurité communautaire et du contrôle des frontières) et directement à l'axe 4 (Promotion de la tolérance et du dialogue intra et interreligieux).

Démarré le 1er novembre 2015, pour une durée initiale de 18 mois, le projet a connu une prolongation de cinq (5) mois ; d'où sa date de clôture est prévue au 15 octobre 2017.

Cette étude a été conduite par une équipe de quatre consultants, à savoir :

- Mr Idrissa Yarou SAMA, Economiste-Planificateur-Aménagiste, Consultant Principal ;
- Mr BOUREIMA Alhassane, Economiste-Planificateur, Assistant au Consultant principal chargé des questions religieuses ;
- Mr Rabilou HALILOU, Spécialiste en Gouvernance locale et Développement Communautaire, Assistant au Consultant principal chargé des questions communautaires ;
- Mme Saadatou TAMO, Sociologue, Assistante au Consultant principal chargée des questions des jeunes.

Cette évaluation qui s'est déroulée du 16 Août au 19 septembre 2017, a porté sur l'appréciation par les différents acteurs des réalisations menées dans les quatre régions d'intervention dudit Projet à savoir : Diffa, Zinder, Maradi et Niamey.

Le présent rapport est articulé autour de trois grandes parties ci-dessous :

- 1ère partie : Contexte, Justification et Objectifs de l'étude
- 2ème partie: Méthodologie
- 3ème partie: Résultats de l'étude

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE, JUSTIFICATION ET OBJECTIFS DE L'ETUDE

1.1. Contexte et justification

Inscrite dans le cadre de « L'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) » de l'Union Européenne, la présente action est une proposition conjointe de CARE Danemark (qui fait une délégation d'autorité à CARE Niger) et SOS Civisme Niger relativement à l'axe 4 (Promotion de la tolérance et du dialogue intra et interreligieux). Il est dénommé « NIGER ESPOIR » et consolide en approfondissant certaines des actions (de la phase I) du projet REVE, mis en œuvre par les mêmes organisations à Niamey, Maradi, Zinder et Diffa entre janvier 2014 et le 15 novembre 2015.

L'action contribue aux actions multiformes engagées par la HACP (Haute Autorité à la Consolidation de la Paix) pour la mise en œuvre de la Stratégie de Développement et de Sécurité dans les Zones Sahélo-Sahariennes (SDS) du Niger, et particulièrement le Projet d'Appui à la Paix et à la Stabilité (PAPS). Ils constituent une réponse de l'Etat du Niger aux périls nouveaux que vit toute la région du Sahel en matière d'insécurité, d'instabilité, de terrorisme et de conflits armés déclarés. Ce contexte sous régional hautement volatile impacte le Niger qui, au cours de l'année 2015, est confronté à des défis multiples porteurs de menaces sérieuses pour la quiétude sociale.

Si les répercussions du conflit malien et libyen ont été relativement bien contenues dans les parties nord-ouest et nord du Niger, les plus grands risques sécuritaires venaient de la frontière sud avec le nord Nigeria et les violences aveugles perpétrées par Boko Haram. En effet, le conflit armé entretenu depuis 2009 par le groupe armé dénommé « Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad » (groupe sunnite pour la prédication et le djihad – Boko Haram) et depuis peu aussi « Etat islamique en Afrique de l'Ouest», débordait largement du nord-est du Nigeria pour toucher le Niger, le Tchad et le Cameroun, avec des attaques frontales et des opérations kamikaze dans la région de Diffa. « Dans des proportions encore modestes, la secte recrutait des adeptes au Niger, notamment dans les régions de Maradi, Zinder et Diffa. Son idéologie se répandait par le « bas » surtout dans les milieux populaires. Outre son discours religieux, Boko Haram séduisait car il s'en prenait à l'Occident»1. Des allégeances avouées l'Etat Islamique (EI) présent en Lybie notamment, et d'autres alliances possibles ont pu lui fournir des ressources supplémentaires. Le gouvernement du Niger avait pris la décision, de décréter et maintenir l'état d'urgence dans toute la région de Diffa, depuis le mardi 10 février 2015. L'Etat privilégiait l'exclusive solution militaire. Il apparaissait que l « l'islam « traditionnel », pourtant très majoritaire au Niger ne montait pas au front pour mener la bataille religieuse contre AQMI, le MUJAO et Boko Haram. Comme au Mali et dans le nord-est du Nigeria, les thèses salafistes, promues depuis plusieurs années, se renforçaient dans le pays. Elles profitaient de l'absence d'opposition politique et religieuse et du rejet massif de la classe politique accusée de détournements, d'enrichissements personnels, de passe-droits et d'incompétence face aux problèmes de développement qui se posaient au pays ancré à la dernière place de l'indice de développement humain des Nations unies (IDH) »2. Il s'avérait donc pertinent de reflechir à une initiative qui renforcerait l'implication des forces religieuses, par le dialogue et l'éducation, à la riposte contre ces menaces sur la quiétude au Niger. Niger Espoir fut conçu dans cette optique.

La présente évaluation est conduite au 22e mois de mise en œuvre (sur un total prévu de 23 mois, prolongation comprise)

[1] Emmanuel Grégoire, Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique, echogeo
[2] Emmanuel Grégoire, Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique, echogeo

L'initiative Niger Espoir a pour objectif global de contribuer à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la stabilité sociale et politique au Niger.

De façon spécifique l'action vise à renforcer le dialogue social pour la paix et la stabilité dans 4 régions du Niger (Diffa, Maradi, Niamey, Zinder).
Quatre principaux résultats sont attendus de la mise en œuvre de l'Initiative notamment :

- Résultat 1 : Le dialogue entre les communautés chrétiennes et musulmanes du Niger est favorisé en vue de la prévention des conflits inter religieux
- Résultat 2 : La compréhension entre les associations et leaders religieux est favorisée en vue de la prévention des conflits intra religieux
- Résultat 3 : Les systèmes communautaires de prévention et règlement des conflits sont reliés aux communes et sont dynamisés
- Résultat 4 : Les capacités du CSC la Direction des Affaires Religieuses (DAR) du Ministère de l'intérieur, de la décentralisation, de la sécurité publique et des affaires coutumières et religieuses à accomplir sa mission sont renforcées

1.2. Objectifs et résultats attendus de l'évaluation

a) Objectif général

La présente évaluation finale de Niger Espoir a pour objectifs de fournir une vue d'ensemble de la performance de l'initiative à travers une appréciation du niveau d'atteinte des objectifs du projet.

b) Objectifs spécifiques

Il s'est agi de façon spécifique de :

- Mettre en évidence et analyser le niveau d'atteinte des objectifs du projet sur la ligne extrants produits – effets – impacts sur la vie des groupes d'impact.
- Identifier les facteurs de succès et les bonnes pratiques ainsi que les facteurs d'échec, les mauvaises pratiques et les écueils à éviter dans la perspective d'une pérennisation de la démarche.

c) Résultats attendus

- Une analyse est faite des contributions, avancées, succès et défis du consortium CARE/SOS-Civisme/ Niger à la promotion de la paix et du dialogue inter religieux dans toutes les régions d'intervention de l'initiative
- Les bonnes pratiques et enseignements pouvant contribuer à l'amélioration des politiques publiques au niveau national, en matière de dialogue inter et intra religieux sont documentées
- Une analyse claire est faite des insuffisances ressorties dans la mise en œuvre de l'initiative en tenant compte de la stratégie 2020 et des nouvelles orientations stratégiques de CARE au Niger
- Des recommandations stratégiques et opérationnelles pour la promotion de la paix à travers le dialogue inter et intra religieux , afin d'améliorer la programmation de CARE, de SOS Civisme et d'autres organisations de la société civile, en lien avec la vision 2020.
- Un rapport succinct est produit : Ce rapport très pratique devra fournir les pistes concrètes pour améliorer la situation actuelle en termes d'actions nécessaires dans le domaine de paix et de dialogue inter religieux.

d) Les livrables de la consultation

L'équipe de consultants (un principal et trois assistants au consultant principal) préparera et livrera les produits suivants :

- ✓ **Un aide-mémoire de l'évaluation –** Avant d'entrer dans l'exercice de collecte des données, le consultant devra préparer un aide-mémoire de l'évaluation. Ce document doit détailler la compréhension de l'évaluateur par rapport aux éléments qui sont évalués, en indiquant la manière dont chaque question de l'évaluation obtiendra une réponse à l'aide de : méthodes proposées, sources de données proposées et procédures de collecte des données

- ✓ **Un canevas de rapport** a été soumis par l'équipe de consultants et validé de manière consensuelle avec l'équipe de l'initiative,

- ✓ **Un premier draft de rapport d'évaluation : La mission sur le terrain sera suivie par la remise d'un** aide-mémoire des conclusions et recommandations à présenter lors d'une réunion de pré-restitution à l'Equipe de l'initiative et les parties prenantes pour recueillir les premières observations à intégrer dans le rapport final.

- ✓ **Une réunion de restitution** du rapport d'évaluation au Staff Senior de CARE Niger et de SOS Civisme à Niamey.

- ✓ **Un Rapport d'évaluation final** sera élaboré après réception des commentaires de CARE. Les bases de données ayant servi doivent être également restitués à CARE Niger.

- ✓ **Un résumé exécutif d'une page** sur l'évaluation devra être préparé en français.

DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE

L'approche méthodologique qui a été adoptée dans le cadre de cette évaluation repose sur les principes d'une démarche participative, inclusive et itérative visant à impliquer un maximum d'acteurs de la mise en œuvre et les groupes d'impacts à différents niveaux pour assurer la pertinence des résultats.

Pour ce faire, elle comprend une succession d'étapes avec des outils appropriés ayant permis d'avoir une bonne compréhension des attentes et besoins d'informations à fournir, de déterminer les acteurs clés (échantillonnage) de l'évaluation et d'assurer une meilleure réalisation des activités.

2.1. Démarche utilisée

La démarche utilisée se résume autour des principales étapes suivantes :

2.1.1. La réunion de cadrage

Elle a donné l'occasion aux consultants d'exposer, à travers un aide-mémoire, leur démarche de réalisation de l'évaluation à l'équipe du projet Niger Espoir et CARE Niger qui ont apporté des informations complémentaires sur les réalités du terrain ayant permis une meilleure planification des déplacements sur le terrain, l'échantillonnage adéquat et des entretiens avec les parties prenantes.

La réunion de cadrage a également permis de mieux cerner les contours de l'étude dont la compréhension mutuelle des termes de références y compris les objectifs et les résultats attendus. Cette phase a été sanctionnée par une validation de la méthodologie suivie de l'adoption d'un listing des structures et acteurs impliqués dans le processus.

2.1.2. Planification/Chronogramme

L'équipe a élaboré un calendrier détaillé des entretiens aussi bien à Niamey que dans les régions afin de permettre d'informer les acteurs concernés et de prendre les rendez-vous nécessaires. Ce calendrier a fait l'objet d'amendement au cours de la réunion de cadrage.

La signature du contrat est intervenue le 16 Août 2017, le programme validé est en annexe.

2.1.3. La revue documentaire

Afin de connaître davantage le projet Niger Espoir et son contexte d'évolution, son déroulement et ses résultats, il a été procédé à une revue documentaire.

Celle-ci a porté sur les principaux documents suivants : le document de projet, le cadre logique, la présentation sur l'état d'avancement au 27 mai 2017, les rapports d'activités, le rapport final de l'étude sur le diagnostic institutionnel et opérationnel de la Direction des affaires Religieuses (MI/SP/D/ACR), le répertoire des associations des jeunes, l'étude participative communautaire des vecteurs et cycle de conflits dans la région de Diffa, l'étude sur le discours religieux, enjeux sociétaux et « Théorie de Changement » dans la région de Maradi, les manuels de formation pédagogique sur le dialogue intra et interreligieux et l'éducation à la paix selon l'islam et le christianisme, le plan de pérennisation du CDIR (Comité de dialogue inter et intra religieux) de Zinder, les plans d'actions des plates-formes Genre de Zabon Moussou dans la Région de Maradi et de Yékoua dans la Région de Zinder.

2.1.4. Collecte des données sur le terrain

Cette phase consacrée à la collecte approfondie des données fait suite à l'analyse documentaire et s'est déroulée auprès des parties concernées par la mise en œuvre du projet. Il s'est agi d'échanger avec les principaux acteurs qui ont joué un rôle clé dans la mise en œuvre des activités.

Les entretiens avec les acteurs précités visent à mieux connaître les actions du projet dont ils ont bénéficié ainsi que les transformations opérées sur leurs structures y compris leur renforcement de capacités et leurs conditions de vie. Pour ce faire, il a été nécessaire, au cours de cette phase de recueillir leur appréciation sur les forces et faiblesses du projet, les leçons tirées, les suggestions et recommandations d'amélioration etc.

Ces entretiens ont été réalisés sur la base de guides d'entretiens et de questionnaires d'enquête spécifiques selon les acteurs concernés. Les types d'entretien réalisés, ont été:

- ***Dans la Région de Diffa:***
  - ✓ des entretiens individuels avec les autorités administratives, coutumières et techniques (les chefs de canton de la Komadougou Yobé et celui de Maïné Soroa ainsi que le Maire de la commune Urbaine de Diffa), les services techniques (Direction Régionale du Plan et Direction Régionale de la Jeunesse et Sport) ;
  - ✓ des focus group avec le Conseil Régional, le CDIR, le Collectif des écoles coraniques, Union des écoles coraniques et les Associations des jeunes ;

- ***Dans la Région de Zinder :***
  - ✓ des focus group avec le CDIR et les Plates-formes

- ***Dans la Région de Maradi :***
  - ✓ des focus group avec le CDIR et les Plates-formes

- ***Dans la Région de Niamey :***
  - ✓ Des entretiens avec la Direction des Affaires religieuses (DAR) du Ministère de l'Intérieur de la Sécurité Publique, de la Décentralisation, des Affaires Coutumières et Religieuses (MI/SP/D/ACR) et l'Assistant Technique de l'Union Européenne auprès de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) ;
  - ✓ des focus group avec le CDIR et le Conseil Supérieur de la Communication (CSC)

En plus des guides d'entretiens, la mission a utilisé l'outil dénommé SEPO « Succès Echecs (ou Insuffisances) Potentialités et Obstacles ».

2.1.5. Synthèse des données recueillies

Cette étape a consisté à mettre en forme les informations collectées, traitées et analysées afin de présenter les résultats obtenus. Il faut rappeler que, conformément aux TDR, les différents acteurs cités plus haut ont été regroupés en trois principaux groupes cibles sous formes de thématiques à savoir :

- ✓ les religieux,
- ✓ les communautaires et
- ✓ les jeunes.

Pour faciliter la synthèse des données recueillies, les assistants au consultant principal, chacun en ce qui le concerne, a travaillé sur son volet de spécialisation et des séances de mise en commun ont permis de consolider et valider le contenu.

2.1.6. Restitution des résultats préliminaires (débriefing)

Cette rencontre a permis à la mission de présenter les premiers constats de terrain à l'équipe du projet et de recueillir leurs observations et avis en vue de la finalisation du rapport.

2.1.7. Elaboration du rapport provisoire

A l'issue de la réunion de restitution, les observations et avis de l'équipe de projet élargie au pool d'expertise de CARE ont été pris en compte. Ce qui permet de disposer de données complètes pour rédiger un rapport provisoire puis un rapport final.

2.2. Outils de collecte des données

Deux types d'outils ont été conçus essentiellement : un questionnaire individuel (pour les entretiens individuels) et un guide d'entretien (pour les Focus groupes). Ces outils sont conçus d'une part dans l'optique d'une bonne gestion du temps et d'autre part pour faciliter la liberté d'expression et réduire, voire minimiser l'influence d'un certain niveau d'acteurs sur un autre.

2.3. Echantillonnage

Sur la base des informations fournies lors de la réunion de cadrage, les données de la revue documentaire et dans l'impossibilité de toucher la totalité des parties prenantes eu égard à l'étendue de la zone d'intervention et de la multiplicité des acteurs, il a été convenu d'un commun accord avec le commanditaire d'un échantillonnage comme suit :

Tableau N°1 : Détermination de l'échantillon de l'étude

Catégories d'acteurs partenaires par niveau	Nbre Partenaires existant	Nbre partenaires touchés	Pour-centage (%)
Région de Diffa			
CDIR régional	1	1	100%
Collectif des écoles coraniques (regroupant 80 écoles coraniques)	1	1	100%
Union des écoles coraniques (regroupant 70 écoles coraniques)	1	1	100%
Structures des jeunes	9	4	44%
Conseil régional	1	1	100%
Mairies urbaines	1	1	100%
Chefs canton	4	2	50%
Services techniques partenaires	3	2	67%
Gouvernorat	1	1	100%
IcSP Diffa	1	0	0%
Equipe de projet	1	1	100%
Sous-total Région de Diffa	***24***	***15***	***63%***
Région de Zinder			
CDIR régional	1	1	100%
Plates-formes	6	2	33%
Sous-total Région de Zinder	***7***	***3***	***43%***
Région de Maradi			
Plates-formes	3	2	67%
Paroisse	1	0	0%
Sous-total Région de Maradi	***4***	***2***	***50%***
Région de Niamey			
CDIR régional	1	1	100%
Sous-total Région de Niamey	***1***	***1***	***100%***
Niveau national			
Conseil Supérieur de la Communication (CSC)	1	1	100%
Direction des Affaires Religieuses (DAR- MI/SP/D/ACR)	1	1	100%
Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (Assistant technique de l'Union Européenne)	1	1	100%
Unité de gestion du Projet	1	1	100%
Sous-total Niveau national	***4***	***4***	***100%***
TOTAL	**40**	**25**	**63%**

2.4. Difficultés rencontrées au cours de la collecte et exploitation des données

De manière générale, la mission n'a pas rencontré de grandes difficultés ayant entravé son déroulement. Toutefois, il est à signaler que la situation d'état d'urgence qui prévalait dans la région de Diffa au moment du passage de la mission n'a pas permis de visiter certaines localités.

TROISIEME PARTIE : RESULTATS DE L'ETUDE

3.1. ETAT DES LIEUX DES ACTIVITES MENEES

3.1.1. Analyse diagnostic du Cadre Logique du Projet

Généralement un cadre logique est un outils de base qui sert de point de départ pour la planification et une référence pour les principaux indicateurs et cibles qu'on prévoit d'atteindre au cours de la mise en œuvre des activités de développement. A ce titre et en matière de Gestion Axée sur les Résultats (GAR), il constitue donc un outil essentiel qui doit servir à faire une planification conséquente en vue d'une mise en œuvre, un suivi et une évaluation cohérentes et efficaces des activités de projets et programmes de développement.

Parmi les outils de management du projet Niger Espoir, il a été noté l'existence d'un cadre logique en annexe du document de base dudit projet. De l'examen de la forme du cadre logique on note ce qui suit :

a) Les constats :

Au niveau de la forme on note l'existence de sept colonnes :

- 1ère colonne intitulée « logique d'intervention » qui contient l'objectif général, l'objectif spécifique, les résultats et les activités ;
- 2e relative aux indicateurs ;
- 3e colonne : Référence de base (y compris année de référence) ;
- 4e colonne : Valeur actuelle Date de référence ;
- 5e colonne : Objectifs (y compris année de référence) ;
- 6e colonne : Sources et moyens de vérification ;
- 7e colonne : Hypothèses ;

De l'analyse du cadre logique actuel, on observe les insuffisances, ci-après :

- Malgré l'existence des colonnes 3, 4 et 5 qui devaient permettre de disposer des cibles chiffrées de départ (référence de base) liées à chaque indicateur, les cibles réalisées au temps t (Valeur actuelle), ainsi que les cibles à atteindre en fin de projet (Objectifs), la formulation actuelle des indicateurs ne facilite pas la compréhension voire l'utilité desdites colonnes du moment où les chiffres sont contenus dans le libellé des indicateurs ;
- Les indicateurs sont directement indexés aux objectifs, aux résultats puis aux activités ; ce qui peut comporter un risque d'identification d'indicateurs non conformes à la chaîne de résultats comme cela est recommandé par la GAR ;

b) Proposition d'amélioration

Au vu des insuffisances constatées plus haut et en vue de disposer d'un cadre logique répondant aux normes de la GAR est proposé ; intitulé ***« cadre logique axé sur les résultats »***, il comporte huit (8) colonnes soit une colonne à part entière insérant la hiérarchie des résultats après celles de objectifs de manière à faire en sorte que les indicateurs soient indexés aux résultats (Extrants – Produits – Effets – Impact). Les huit (8) colonnes du nouveau cadre logique se présentent comme suit :

Tableau N°2: Format du nouveau cadre logique axé sur les résultats

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Cibles année de référence	Cibles actuelles	Cibles finales prévues	Sources et moyens de vérification	Hypothèses

Le nouveau cadre logique axé sur les résultats rempli sur la base des objectifs, résultats et activités du projet tels que recommandés par la GAR se présente en détail en annexe.

c) Les avantages du nouveau cadre logique axé sur les résultats

Le nouveau cadre logique axé sur les résultats du Projet Niger Espoir présente les avantages suivants :

- Il permet d'indexer avec la cohérence requise les indicateurs aux résultats et non plus aux objectifs comme par le passé avec les risques de confusion très élevé ;
- Il prévoit des cibles chiffrées par indicateurs, ce qui facilite la mesure des progrès accomplis et de manière périodique et comparative par rapport aux données de base,

3.1.2. Bilan des réalisations physiques

Deux niveaux d'analyse ont été retenus dans le cadre de cette évaluation pour mieux apprécier le volume des réalisations quantitatives selon le cadre logique ainsi que celui des réalisations prenant en compte le Genre. Il s'agit de :

- un bilan axé sur le cadre logique;
- un bilan axé sur le genre (hommes, femmes, filles, garçons, etc …)

a) Bilan axé sur le cadre logique

Tableau N°3: Bilan axé sur le cadre logique

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Base/année référence: Nov. 2015 (Réalisations antérieures)	Valeur Actuelle/ Date: Sept. 2017 (Réalisations du Projet)	Objectifs année/ Référence: Oct. 2017 (Prévisions du Projet)	Taux de réalisation	Observations
Objectif Général: Contribuer à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la stabilité sociale et politique au Niger.	Impact : Le projet NE **a contribué** à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la stabilité sociale et politique au Niger.	Diminution de la proportion des conflits violents dans les communes d'intervention	x%	De % à %	De % à %	75%	- Estimation faite par les acteurs locaux ; d'où nécessité de de mener une étude spécifique pour mesurer cet indicateur primordial
		Réalisation d'une étude de base (disposer d'indicateurs de référence)	0	0	1	0%	Etude à mener au démarrage d'éventuel nouveau projet
		Réalisation d'une étude d'évaluation finale (appréciation de la performance du projet : pertinence, efficacité, efficience, effets et durabilité)	0	1	1	100%	Il s'agit de la présente évaluation finale
		Etudes d'impact (évaluation des changements induits à long terme sur l'ensemble des populations de la zone d'intervention)	0	0	1	0%	Etude à mener
		Enquêtes MSC	0	0	1	0%	

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Base/année référence: Nov. 2015 (Réalisations antérieures)	Valeur Actuelle/ Date: Sept. 2017 (Réalisations du Projet)	Objectifs année/ Référence: Oct. 2017 (Prévisions du Projet)	Taux de réalisation	Observations
Objectif spécifique OS1: Renforcer le dialogue social pour la paix et la stabilité dans 4 régions du Niger (Diffa, Maradi, Niamey, Zinder).	**Effet** le dialogue social pour la paix et la stabilité dans 4 régions du Niger (Diffa, Maradi, Niamey, Zinder) est renforcé	Nbre Comités Régionaux de Dialogue Interreligieux mis en place et opérationnels (Inter agissent et établissent des relations efficaces avec les autorités administratives et coutumières pour la paix)	0	8	8	100%	
		Nbre de comités communaux mis en place et opérationnels (Inter agissent et établissent des relations efficaces avec les autorités administratives et coutumières pour la paix)	0	119	119	100%	
		Proportion (%) de femmes qui participent activement aux instances régionales, communales et communautaires de consolidation de la paix	X %	X %	X %	50%	
		Proportion (%) de jeunes qui participent activement aux instances régionales, communales et communautaires de consolidation de la paix	X %	X %	X %	60%	

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Base/année référence: Nov. 2015 (Réalisations antérieures)	Valeur Actuelle/ Date: Sept. 2017 (Réalisations du Projet)	Objectifs année/ Référence: Oct. 2017 (Prévisions du Projet)	Taux de réalisation	Observations
Action1 : Favoriser le dialogue entre les communautés chrétiennes et musulmanes du Niger en vue de la prévention des conflits inter religieux	Produits/Extrant 1 : Le dialogue entre les communautés chrétiennes et musulmanes du Niger est favorisé en vue de la prévention des conflits inter religieux	Ind. P 1.1 : Les 4 comités régionaux de dialogue sont opérationnels (Zinder, Maradi, Niamey et Diffa)	0	4	4	100%	
		Ind. P 1, 2: Nombre de comités communaux de dialogue mis en place et disposant de leurs plans d'action	0	119	119	100%	
		Ind. P 1.3 : Nombre et type d'initiatives de renforcement du «Vivre ensemble» conduites par les Comités avec le financement du projet	0	4	4	100%	
		Ind. P 1. 4 : 1 manuel de formation sur le dialogue inter religieux comme facteur du vivre Ensemble est édité	0	2	1	200%	
		Ind. P 1. 5: Nombre de leaders religieux (H & F) dont les capacités sur le vivre ensemble ont été renforcées, grâce aux actions du projet	0	214	200	107%	

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Base/année référence: Nov. 2015 (Réalisations antérieures)	Valeur Actuelle/ Date: Sept. 2017 (Réalisations du Projet)	Objectifs année/ Référence: Oct. 2017 (Prévisions du Projet)	Taux de réalisation	Observations
	A.1.1. Mise en place des comités régionaux de dialogue inter religieux dans les communes des régions de Niamey, Maradi, Zinder et Diffa	Nbre comités régionaux de dialogue inter religieux mis en place dans les communes des régions de Niamey, Maradi, Zinder et Diffa	0	119	119	100%	
	A.1.2 Communication communautaire pour le renforcement de la paix.	Nbre Communication communautaire pour le renforcement de la paix.	0	119	119	100%	
	A.1.3. L'appui pour la mise en œuvre des plans stratégiques des comités de dialogue interreligieux	Nbre appuis pour la mise en œuvre des plans stratégiques des comités de dialogue interreligieux	0	4	4	100%	
	A.1.4 Ateliers d'échanges d'expériences entre les comités de dialogue inter religieux.	Nbre d'ateliers d'échanges d'expériences entre les comités de dialogue inter religieux.	0	2	2	100%	
	A.1.5 Organisation d'un atelier d'échange et d'évaluation à mi-parcours des performances enregistrées dans le cadre de la consolidation de la paix.	Nbre atelier d'échange et d'évaluation à mi-parcours des performances enregistrées dans le cadre de la consolidation de la paix organisé.	0	1	1	100%	
	A.1.6. Elaboration d'un manuel de formation sur le dialogue inter religieux comme facteur du vivre Ensemble	Nbre manuel de formation sur le dialogue inter religieux comme facteur du vivre Ensemble élaboré	0		1	200%	

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Base/année référence: Nov. 2015 (Réalisations antérieures)	Valeur Actuelle/ Date: Sept. 2017 (Réalisations du Projet)	Objectifs année/ Référence: Oct. 2017 (Prévisions du Projet)	Taux de réalisation	Observations
Action 2: Favoriser compréhension entre les associations et leaders religieux en vue de la prévention des conflits intra religieux.	**Produit/Extrant 2 :** La compréhension entre les associations et leaders religieux est favorisée en vue de la prévention des conflits intra religieux.	Ind.2. 1 : Nombre de micros projets du collectif des écoles coraniques Attawaan, Union écoles coraniques	0	2	2	100%	
		Ind.2. 2 : Nombre de manuels de formation sur le dialogue intra religieux édités	0	2	1	200%	
		Ind.2. 3 : Nombre de sessions de formation mixtes intra religieux musulman (les sunnites, les quadriya et les tidjania,,,) et chrétiens (catholiques et protestants,,,) organisés	0	6	6	100%	
		Ind.2. 4 : Nombre de participants hommes et femmes à ces formations	0	2.000	2.000	100%	
	A.2.1. Rencontres de réflexion intra religieuses	Nbre Rencontres de réflexion intra religieuses.	0	2	2	100%	
	A.2.2. Le renforcement des organisations Intra et inter religieuses	Nbre organisations Intra et inter religieuses renforcés	0	5	5	100%	
	A.2.3. Financements d'initiatives d'AMEEN, de la Commission InterDiocésaine et de FAICAD	Nbre financements d'initiatives d'AMEEN, de la Commission InterDiocésaine et de FAICAD	0	3	3	100%	

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Base/année référence: Nov. 2015 (Réalisations antérieures)	Valeur Actuelle/ Date: Sept.17 (Réalisations du Projet)	Objectifs année/ Référence: Oct. 2017 (Prévisions du Projet)	Taux de réalisation	Observations
Action 3 : Relier les systèmes communautaires de prévention et règlement des conflits aux communes et les dynamiser dans les communautés frontalières du Nigeria	Produit/Extrant 3 : Les systèmes communautaires de prévention et règlement des conflits sont reliés aux communes et sont dynamisés dans les communautés frontalières du Nigeria	Ind.3. 1 : Nombre de sessions d'Etude participative communautaire des vecteurs et des cycles de conflits réalisé	0	1	1	100%	
		Ind.3. 2 : Nombre d'instances communautaires et communales en charge de la gestion des conflits rendus opérationnels	0	12	12	100%	
		Ind.3. 3 : Nombre d'initiatives des associations de jeunes financées	0	15	25	167%	100% de la ligne imprévu est réorientée sur le financement des initiatives des associations des jeunes avec l'accord du bailleur
		Ind.3. 4 : Montant des financements des initiatives des associations de jeunes	0	49.196.775 F cfa	78.714.840 F cfa	160%	
	A.3.1 : Analyse participative communautaire des vecteurs et des cycles de conflits	Nbre d'Analyse participative communautaire des vecteurs et des cycles de conflits	0	1	1	100%	
	A3.2 : Renforcement des mécanismes existants d'atténuation des risques de conflits	Nbre: Renforcement des mécanismes existants d'atténuation des risques de conflits	0	1	1	100%	
	A3.3 : Suivi des facteurs d'influence de la sécurité et la paix	Nbre Suivi des facteurs d'influence de la sécurité et la paix	0	1	1	100%	
	A.3.4. Analyse et élaboration d'une théorie de changement dans les régions de Maradi et Zinder	Nbre Analyse et élaboration d'une théorie de changement dans les régions de Maradi et Zinder	0	1	1	100%	

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Base/année référence: Nov. 2015 (Réalisations antérieures)	Valeur Actuelle/ Date: Sept. 2017 (Réalisations du Projet)	Objectifs année/ Référence: Oct. 2017 (Prévisions du Projet)	Taux de Réali-sation	Observations
Action 4: Renforcer les capacités de la Direction des Affaires Religieuses (DAR) du MI/SP/D/ACR à accomplir sa mission	**Produit/Extrant 4 :** Les capacités de la Direction des Affaires Religieuses(DAR) du MI/SP/D/ACR à accomplir sa mission sont renforcées	Ind.4. 1 : Nombre de missions de supervision des activités religieuses	0	16	16	100%	
		Ind.4. 2 : Nombre, type et valeur des appuis institutionnels apportés à la DAR	0	3	2	150%	Les 3 types d'appuis sont : - Suivi des activités des autres régions - La supervision - La formation
	A41 : Appui institutionnel à la DAR (reformes, coordination des activités des associations religieuses)	Nbre/types d'appui institutionnel à la DAR (reformes, coordination des activités des associations religieuses)	0	2	1	200%	
	A42 : Suivi du dispositif de monitoring du CSC	Nbre suivi du dispositif de monitoring du CSC	0	4	6	67%	
TOTAL						**104%**	

Sur un total de trente-neuf (39) activités programmées dans le cadre logique la moyenne du taux global de réalisation est de 104%, ce qui correspond à un niveau de réalisation physique extrêmement satisfaisant, car il traduit suffisamment plusieurs cas d'activités dont les cibles ont largement dépassé les prévisions.

b) Bilan des réalisations physiques axé sur le genre

Le projet Niger Espoir a également fournis des efforts forts appréciables qui peuvent s'analyser sous l'angle du Genre. Le tableau suivant donne les détails de ces efforts en termes de différents types d'appuis apportés aux acteurs directs et indirects. Il renseigne sur les acteurs hommes, femmes, garçons et filles touchés à travers des appuis tels que :
séances de sensibilisations à travers les communications communautaires ; par les plates-formes, à travers les activités des structures des jeunes, celles menées par les autorités coutumières et les COFO en vue du renforcement des mécanismes existants d'atténuation des risques de conflits, les activités des écoles coraniques et les formations en promotion de la paix

Tableau N°4: Récapitulatif des appuis aux acteurs selon le Genre

Indicateurs	Directs				Indirects				Total	Commentaires
	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	Garçons	Filles		
Nombre total de bénéficiaires des séances de sensibilisations à travers les communications communautaires organisées									450 000	Les sensibilisations se font sur les ondes des radios communautaires donc on ne peut pas casser en Femmes, Hommes Filles et Garçons
Nombres total de bénéficiaires touchés par les activités des plates-formes	45	45	-	-	45 196	42 637	39 278	48 779	175 980	
Nombres total des bénéficiaires touchés par les activités des structures des jeunes	-	-	80	10	-	-	1 500	2 250	3 840	
Nombres total des bénéficiaires touchés par les activités des chefs des cantons pour les activités de renforcement des mécanismes existants d'atténuation des risques de conflits	5	-	-	-	1 105	-	-	-	1 105	Les 1105 regroupent les 5 chefs des cantons, 19 chefs secteurs, 6 chefs de groupement et 1081 chefs des villages
Nombres total des bénéficiaires touchés par les activités des COFO dans le cadre du renforcement des mécanismes existants d'atténuation des risques de conflits	48	12	12	-	-	-	-	-	72	
Nombre des jeunes garçons touchés par les activités des écoles coraniques	-	-	3 863	-	-	-	-	-	3 863	
Nombre des filles touchées par les activités de sensibilisations	-	-	-	3 881	-	-	-	-	3 881	
Nombre des apprenants formés/touchés en promotion de la paix	-	-	7 754	-	-	-	-	-	7 754	
TOTAUX	**98**	**57**	**11 709**	**3 891**	**46 301**	**42 637**	**40 778**	**51 029**	**646 495**	

3.1.3. Bilan des réalisations financières

Tableau N°5 : Situation financière

1. Budget de l'action1	Toutes les années	TOUTES LES ANNEES		Analyse basé sur le rapport à fin mai (en cfa)			Observations
Coûts	**Coût total (en EUR)**	**Coût total (en EUR)**	**Reliquat Global**	**Nouvelles dépenses parvenues/ approuvées en ligne**	**Solde estimé**	**% Consom-mation**	**Dépenses à venir**
Sous-total Ressources humaines	475 995	295 227	175 714	45 776 842	72 807 002	68	indemnités licenciements + reclassements coûts partagés
Sous-total Voyages	4 452	3 344	1 107	238250	726 449	75	Coûts des voyages d'août à septembre
Sous-total Équipement et fournitures	32 148	30 690	1 457	0	955 932	95	Location véhicule
Sous-total Bureau local	105 947	64 576	41 371	5 379 279	21 760 197	69	Location bureau Niamey et Diffa + remise en état bâtiments
Sous-total Autres coûts, services	84 979	34 462	50 517	4445062	28 694 092	49	Coûts évaluation finale, audit, publication rapports, archivages et backup
Sous-total Autres	935 055	494 786	440 269	224 617 267	64 199 086	90	40 000 000 F cfa en cours avec les jeunes + activités du Conseil régional de Diffa
Sous-total des coûts directs éligibles de l'action	**1 638 576**	**923 087**	**710 436**	**280 456 700**	**188 904 508**	**82,43**	

Source: Niandou Ibrahim, Chef de Projet, 29 septembre 2017

En dépit des difficultés apparues dans la mise en œuvre des activités dues surtout au retard dans le traitement et la transmission des pièces justificatives par les acteurs locaux et à quelques cas de retard dans le décaissement de fonds aux bénéficiaires, d'une part et de l'autre au vu du délai restant pour la clôture du projet (15 octobre 2017 : un mois environ), le taux de consommation des fonds de 82,43 % après 22 mois de mise en œuvre est satisfaisant. En effet, ce taux traduit un rythme assez encourageant car à cette allure correspond à un volume acceptable de dépenses mensuelles jusque-là observé.
Même si le montant restant à dépenser parait assez substantiel (188 904 508 F cfa) pour une durée de 4 mois, vu qu'après la fin du Projet il demeure possible de disposer de trois mois pour liquider les dépenses en instance, on peut espérer que la consommation effective du budget total puisse se réaliser.

Ce rythme de consommation financière pourrait être capitalisé parmi les leçons tirées pour estimer les durées de vie des projets en fonction de l'enveloppe financière et le critère d'une moyenne de dépenses mensuelle prenant en compte les principaux postes de dépenses en termes de charges fixes (dépenses de fonctionnement : salaires du personnel, loyer, charges d'électricité et eau, etc…) et charges variables (consommables et financements des activités des acteurs).
Privilégier également un accompagnement de proximité des bénéficiaires afin d'assurer une collecte et un traitement de qualité des pièces comptable, constitue un élément additionnel contributif d'un rythme de consommation financière appréciable.

3.2. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DU PROJET

L'analyse de la performance du projet repose sur l'appréciation des cinq (5) principaux critères que sont : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les effets/impacts et la durabilité/pérennité.

3.2.1. Pertinence

3.2.1.1.Au plan national

Par rapport au contexte national d'insécurité porteur de menaces sérieuses pour la quiétude sociale dans lequel a eu lieu la mise en œuvre du Projet Niger-Espoir et qui était caractérisé par :

- des tensions d'insécurité dans les parties Nord-Ouest et Nord du Niger dues aux répercussions des conflits malien et libyen, d'une part ;
- les menaces qui ont fini par se matérialiser par des attaques sanglantes du groupe islamiste « Boko Haram » dans la partie Est du Niger (Région de Diffa), d'autre part ;
- mais également les clivages inter et intra religieux observés un peu partout au Niger,

le projet Niger Espoir à travers son objectif qui était de renforcer le dialogue social pour la paix et la stabilité dans 4 régions du Niger (Diffa, Maradi, Niamey, Zinder) les plus concernés par la menace s'est révélé être pertinent car en parfaite adéquation pour contribuer à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la stabilité sociale et politique dont le Niger a tant besoin pour bien mettre en œuvre la vision du développement qu'il s'est tracée.

La pertinence des activités est appréciée par catégories d'acteurs, comme suit :

3.2.1.2.Conseil Supérieur de la Communication (CSC) :

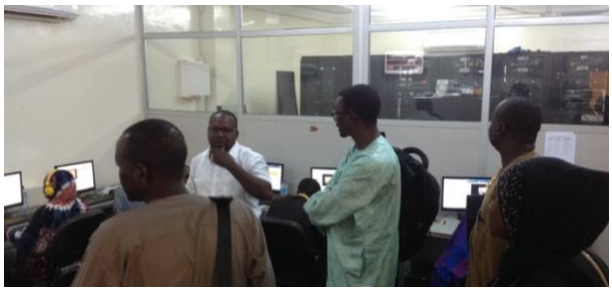
Après avoir présenté les principales activités réalisées dans le cadre du partenariat entre le projet Niger Espoir et le Conseil Supérieur de Communication, les deux points focaux de ladite structure ont rappelé que le projet Niger Espoir a été une suite logique du projet REVE qui a mis en place le dispositif technique de monitoring et de régulation des médias audio-visuels. Ces activités réalisées sont les suivantes :

- la mise en œuvre d'un contrat de 6 mois pour la maintenance de 80 ordinateurs (réparation des pannes, nettoyage et installation d'antivirus) ;
- l'évaluation technique ayant abouti à la proposition d'acquisition de matériels complémentaires ;
- La formation des agents du Service de maintenance au Maroc dans le but de rendre plus fiable le dispositif ;
- L'organisation d'une rencontre au cours de laquelle le régulateur a tenu à sensibiliser les journalistes sur les questions de paix.

Le Projet Niger Espoir est venu renforcer le dispositif déjà mis en place par le Projet REVE à travers le renforcement des capacités du personnel sur le plan du monitoring et de la maintenance.

Au vu de ce qui précède, les deux représentants du CSC, ont justifié la pertinence des activités menées par:

- le fait que les activités reflètent les besoins réels exprimés par leur structure ;
- leur pleine implication aux activités du projet ;
- la contribution des activités à la thématique de la paix et la cohésion sociale



Les évaluateurs constatant de visu le dispositif de monitoring et recevant des explications par le responsable

3.2.1.3.Direction des Affaires Religieuses du MI/SP/D/ACR

Les activités réalisées sont en phase avec le Plan Stratégique issu d'un diagnostic institutionnel et opérationnel de ladite direction financé par le projet REVE. L'appui du projet Niger Espoir qui fait suite à REVE a, quant à lui, fortement contribué à rendre visible les activités ladite Direction en lui permettant de mettre en œuvre ses attributions régaliennes, il s'agit, notamment de :

- Réformes institutionnelles (formation du personnel, élaboration et adoption de textes de lois relatifs à la gestion des associations religieuses),
- mise en place de quatre (4) CDIR dans les autres régions hors zone d'intervention du projet (Dosso, Tillabéri, Tahoua et Agadez),
- coordination des activités des associations religieuses (à travers quoi ? Citez quelques exemples) Appui en matériels, fournitures bureau , consommables informatiques et produits d'entretien ;

La Direction reconnait également avoir bénéficié de l'appui financier conséquent pour des ateliers de sensibilisation des associations religieuses à contribuer la consolidation de la paix, des appuis méthodologiques pour l'organisation des ateliers, des débats sur les thématiques religieuses, sur la visibilité des activités..

La Direction reconnait également avoir bénéficié d'une forte implication à toutes les étapes du processus de mise en œuvre des activités du Projet la concernant.

3.2.1.4.Volet des religieux:

3.2.1.4.1. Les CDIR :

Les activités contenues dans les plans stratégiques des CDIR des 4 régions (Diffa, Zinder, Maradi et Niamey) sont en adéquation avec les principes de la paix et de la cohésion sociale et lesdites activités répondent aux besoins réels exprimés par les populations à travers les CDIR. Il s'agit, entre autres :

- L'organisation des prêches sur la paix et la cohésion sociale ;
- Le suivi des prêches ;
- L'appui au fonctionnement des CDIR régionaux ;
- La mise en place, formation et appui en équipement et en consommables des CDIR communaux ;

Le projet a, également, permis d'instaurer un véritable dialogue inter et intra-religieux en dépit des divergences entre les courants religieux (Izala, tidjania, quadriya…).

3.2.1.4.2. Les Ecoles coraniques

Pour les écoles coraniques, non seulement, l'appui reçu est en conformité avec l'expression de leurs besoins, mais aussi les responsables des écoles disent être suffisamment impliqués à toutes les étapes du processus. Les principaux types d'appui dont elles ont bénéficiés sont :

- Formation des enseignants sur la paix ;
- L'organisation des prêches et conférence sur la paix et la cohésion sociale ;
- L'appui en mobilier scolaire (tables-bancs, tableau), en mobilier de bureau et équipement informatique, en kits de matériels de sonorisation et audio-visuels ;
- Financement d'une initiative sur les activités Génératrices des Revenus ;

3.2.1.5. Volet des communautaires

3.2.1.5.1. Conseil Régional

Une étude participative communautaire sur les vecteurs et cycles des conflits dans la région de Diffa a préalablement été réalisée afin que les activités à réaliser puissent être cohérentes avec la problématique réelle du milieu.

Selon les responsables du Conseil Régional de Diffa, les activités du projet Niger se sont révélés être très pertinentes car en adéquation avec l'une des préoccupations majeures des populations de la région qu'ils représentent. « En effet, les résultats escomptés à travers ledit projet sont en phase avec un des axes du Plan de Développement de notre Région relatif à la cohésion sociale qui est également en parfaite corrélation avec le contexte d'insécurité et d'instabilité sociale lié à la présence de la nébuleuse «Boko haram» par rapport auquel l'impérieuse nécessité d'une quiétude sociale, de restauration et de consolidation de la paix se faisait plus que sentir » a affirmé le Président du Conseil Régional .

Les activités et objectifs du projet Niger Espoir ont été, donc, suffisamment pertinents car les activités prévues et réalisées ont pris en compte les préoccupations des populations et donc ont été conformes aux réalités. Les activités ciblées autour des chefs traditionnels, des Commissions foncières ont permis de mener des séances de sensibilisation et débats au sein des communautés. La conduite des activités par les conseillers régionaux et les services techniques proches des populations s'est bien déroulée malgré le climat d'insécurité qui rend souvent impossible les missions de terrain. Cela a instauré une dynamique locale qui mérite d'être appuyée avec l'accompagnement financier d'autres partenaires.

3.2.1.5.2. Mairie de Diffa

La pertinence du projet est tangible car ses activités ont contribué à l'apaisement de la tension sociale. En effet ; avant l'intervention du Projet il existait de fortes tensions entre les différentes tendances religieuses, notamment Izzala et Tidjania. Au nombre des activités qui ont participé à cet apaisement, on peut noter:

- L'organisation des rencontres inter et intra religieuses qui ont favorisé le rapprochement entre les différentes tendances et sectes religieuses ;
- Les séances de sensibilisation sur l'importance de la cohésion sociale et la paix ;
- L'organisation de prêches qui deviennent de moins en moins virulents ;
- L'amélioration du dialogue inter et intra religieux grâce aux interventions du CDIR régional ;
- Le recours au CDIR pour la prévention et le règlement des foyers de tension ;

Le chef de canton de Maïné Soroa recevant les évaluateurs

3.2.1.5.3. Chefferie traditionnelle de Diffa

Pour les deux chefs traditionnels rencontrés (Chef de Canton de la Komadougou Yobé et celui de Maïné Soroa), des avantages significatifs ont été tirés de l'appui du projet car il a permis:

- aux chefs d'être plus proches de leurs administrés, d'une part et
- d'améliorer la communication et les liens par le développement des thèmes aussi vitaux que la coexistence pacifique entre agriculteurs-agriculteurs, agriculteurs-éleveurs et entre éleveurs-éleveurs ;
- le rapprochement entre les chefs traditionnels sédentaires et les chefs traditionnels nomades

3.2.1.5.4. Plates-formes

Les thèmes développés par les Plateformes (PF) sont en conformité avec les Plans de Développement Communaux dont les priorités sont définies en fonction des préoccupations spécifiques à chaque zone (localité). Ainsi, une thématique relative aux méfaits de la consommation des stupéfiants peut être la priorité d'un certain nombre de villages et ne pas l'être pour d'autres. Cela permet d'attaquer ce que les communautés perçoivent comme cause profonde des conflits locaux.

Généralement le choix des thématiques est fait de manière concertée en Assemblée Générale, ainsi les thèmes retenus reflètent les véritables préoccupations des populations des zones concernées.

Parmi les thèmes de sensibilisation on peut citer :

- conflits conjugaux ;
- conflits agriculteurs-agriculteurs, agriculteurs-éleveurs, éleveurs-éleveurs ;
- partage de l'héritage (accès de la femme à la terre) ;
- dépenses ostentatoires ;
- mariage précoce et forcé ;

La PF de Zabon Moussou édifiant les évaluateurs sur leur partenariat avec le projet Niger Espoir

Ces thèmes contribuent à la paix et la cohésion sociale par le fait qu'ils constituent la base de la quiétude sociale et du vivre ensemble à travers leur effet positif sur l'amélioration des conditions de vie des populations à la base qui se composent des populations des villages. Cibler ces conflits, c'est « nettoyer » le contexte des facteurs favorisant l'installation des idéologies et des manipulations extrémistes. Les extrémismes se nourrissent des points failles dans l'unité des communautés.

3.2.1.6.Volet des jeunes

Les microprojets financés au profit des organisations des jeunes ont été mis en œuvre dans un climat de psychose mais ont fini par contribuer à juguler cette situation en servant de cadre unificateur de leurs efforts, de culture d'esprit de cohésion, de confiance et de mobilisation autour des objectifs nobles du principe de vivre ensemble. Ces activités concourent véritablement à la consolidation de la paix à travers les rapports sociaux qui se créent autour de leur réalisation. En effet, cela constitue des occasions réunissant des personnes appartenant à divers groupes socioprofessionnels.

Au titre des microprojets financés au profit des jeunes, on peut noter :

- Concours de chansons traditionnelles (Zabia) ;
- Organisation d'un championnat de lutte traditionnelle ;
- Organisation d'un concours de salubrité
- Formation des structures des jeunes sur la Gestion Non Violente des Conflits (GNVC) ;
- Compétitions culturelles
- Mobilisation des jeunes des autres contrées à travers les réseaux sociaux, pour soutenir Diffa (Diffa i-care)
- Etc.

En somme les appuis reçus se sont avérés en conformité avec des besoins réels exprimés par les acteurs. On peut donc dire que les activités du projet ont été en phase avec les priorités, opportunités et stratégies multi-niveaux et multi-acteurs. C'est ainsi que tous les acteurs (DAR, CSC, CDIR, jeunes, PF, autorités administratives, politiques et coutumière) des 4 régions de la zone d'intervention du Projet à savoir : Diffa, Zinder, Maradi et Niamey ont été unanimes sur la pertinence des activités et objectifs visés par le Projet NE car il a été noté une parfaite adéquation avec la paix et la cohésion sociale.

3.2.2. Efficacité

L'appréciation de l'efficacité se basant sur l'atteinte des résultats à travers la comparaison des réalisations aux prévisions, il ressort que la quasi-totalité des activités prévues ont été réalisées à la satisfaction des partenaires/acteurs, en dehors de quelques cas de retard généralement dû à l'apprentissage des procédures de gestion administrative et financière. De ce fait on peut dire que le Projet Niger Espoir a été globalement efficace.

Toutefois ce critère peut être analysé de manière spécifique par acteur, comme suit :

3.2.2.1. CSC

Pour les points focaux du CSC, l'efficacité des activités est réelle car elles ont permis l'atteinte des objectifs à 100% et dans les délais impartis. Sur le plan de la maintenance et des équipements, le projet a atteint ses objectifs. Le dispositif installé a permis au CSC d'avoir plusieurs partenaires qui sont prêts (ou ont commencé) à l'accompagner (la coopération danoise, l'Ambassade de France, la coopération allemande, etc).

Le point focal du CSC suivant une séance de maintenance du dispositif technique avec l'appui d'experts marocains

3.2.2.2. DAR

Les résultats prévus sont réalisés et toutes les activités prévues ont été exécutées conformément à la programmation.

Entretien entre les évaluateurs et le représentant de la DAR du MI/SP/D/ACR

3.2.2.3. Volet religieux

L'implication des leaders d'opinion, la pertinence des thèmes développés lors des séances de sensibilisation, le suivi des prêches ainsi que les canaux et outils utilisés ont-ils largement favorisé l'adhésion des populations et ont concouru à l'atteinte des objectifs. Les activités prévues ont été réalisées avec souvent des retards dans les délais d'exécution.

3.2.2.4. Volet communautaire

Les objectifs sont en grande partie atteints. On constate que les activités menées ont été efficaces et les délais d'exécution ont été généralement respectés et les cibles prévues ont été touchées. Il faut relever quand-même le retard dans la conduite de l'étude sur les facteurs de conflit à Diffa qui a impacté de son retard et en volume sur l'appui « aux mécanismes existants » de prévention et gestion des conflits.

3.2.2.5. Volet jeunes

La lenteur dans le décaissement et la lourdeur des procédures ont eu une incidence dans les délais d'exécution d'une part et de l'autre ont créé une démotivation au niveau de certains jeunes vis-à-vis du projet. Ainsi, les activités n'ont pas toujours été réalisées dans le temps imparti. La gestion des appels à propositions a accusé des retards considérables.

3.2.3. Efficience

La mesure de l'efficience est basée sur la comparaison des ressources utilisées par rapport aux résultats obtenus. Les activités ont été dans leur majorité réalisées à un coût acceptable.

Le principe consistant à responsabiliser les acteurs locaux dans la mise en œuvre des activités a favorisé l'efficience du projet. En effet, la mise en œuvre desdites activités par l'équipe du projet nécessiterait beaucoup plus de moyens en termes de prise en charge des matériels logistiques (véhicule, vidange, carburant) et des ressources humaines (chauffeur et agents d'encadrement).

3.2.3.1. CSC

Les ressources financières octroyées ont permis la mise en œuvre effective des activités. Compte tenu de la finalité recherchée à travers la thématique paix et cohésion sociale, de la durabilité assurée du dispositif de monitoring (personnel formé, acceptation par les acteurs …), les possibilités immenses d'y greffer de nouvelles options (possibilités de branchement de tous les médias audio visuels du Niger et les suivre) le coût des différentes activités réalisées a été jugé acceptable.

3.2.3.2. DAR

Les activités ont été efficientes car les coûts ont été abordables. Les acteurs (associations et réseaux religieux) sont désormais au courant des textes et de la DAR en tant qu'organe de contrôle.

3.2.3.3. Volet religieux

Les résultats enregistrés ont été obtenus avec des coûts relativement acceptables et les moyens déployés sont à la hauteur des activités réalisées.

Entretien avec le CDIR de Niamey

3.2.3.4. Volet communautaire

Des résultats globalement positifs ont été obtenus avec des coûts relativement acceptables. Ex : Avec un montant de 3.279.000 F CFA, 5 thèmes (sensibilisation sur la scolarisation de la jeune fille, sur le mariage précoce et forcé, la consommation des stupéfiants, le conflit agriculteurs-éleveurs, conflits conjugaux) ont fait l'objet de sensibilisation dans 53 villages répartis dans 4 Communes (Yékoua : 42; Koya : 6 Sassoumbroum : 3 et Magaria : 2) d'intervention de la plateforme de Yékoua totalisant 9.813 personnes directement touchées ; cela revient à un coût moyen de 334 F CFA/personne touchée; cela revient à un coût très dérisoire par rapport aux résultats obtenus à travers les activités de sensibilisation. Les ressources octroyées ont permis de couvrir les activités réalisées à la satisfaction des partenaires et les résultats obtenus l'ont été à un coût acceptable.

3.2.3.5. Volet jeunes

Pour les jeunes il ressort que les montants approuvés par Niger Espoir pour la mise en œuvre de leurs microprojets n'ont pas toujours été à la hauteur de leurs attentes. Ils se sont avérés en deçà des préoccupations des jeunes malgré le potentiel de risque chez ce groupe cible. Ceci n'a pas permis une large participation des jeunes aux actions initiées. Le projet explique le plafond de 5000 000 cfa par micro projet des jeunes par les expériences antérieurs des projets jeunes de CARE qui ont démontré que pour des structures qui n'ont aucune structure de gestion, voire n'ont jamais géré plus de 1 000 000 cfa, au-delà de ce montant, des difficultés surgissent.

Globalement, les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre du projet ont été efficientes car les résultats enregistrés ont été obtenus avec des coûts relativement acceptables.

3.2.4. Effets/Impacts

L'évaluation des effets et impact consiste à apprécier la contribution d'un Projet aux changements apportés au niveau de l'ensemble de la zone d'intervention (bénéficiaires directs et indirects). Il faut dire qu'il est encore tôt pour mesurer effectivement tous les impacts du projet. Il y a cependant déjà des effets majeurs et quelques impacts observés. Les acquis obtenus ne relèvent pas uniquement des efforts exclusif de Niger Espoir, mais plutôt d'une synergie d'actions avec d'autres partenaires ayant intervenu dans la même zone. On peut noter la convergence délibérée ou poursuite d'actions avec les partenaires suivants:

- Projet Paix et Développement (PDEV) ;
- Projet REVE auquel fait suite le Projet Niger Espoir;
- L'initiative « Mata Masu Dubara » MMD sur laquelle s'appuient les activités des plates-formes ;
- L'ONG « Leadership Challenge »

En effet, ce partenariat a contribué à un changement positif des attitudes et des comportements de la population et entrainé les acteurs dans les efforts de consolidation de la paix.

A titre d'exemple, on note une franche amélioration de la collaboration entre les musulmans et les chrétiens facilitée par le développement du dialogue intra et interreligieux avec comme effet la diminution des prêches virulents, le renforcement des connaissances des populations en matière de religions ; la promotion des droits humains (accès des femmes à la terre etc), la diminution des conflits et de l'abandon de certaines pratiques sociales pouvant porter atteinte à la consolidation de la paix.

3.2.4.1. CSC :

Les effets positifs enregistrés grâce à l'appui du projet Niger Espoir sont illustrés par les changements réels observés et qui se présentent comme suit :

- L'amélioration des conditions de travail à travers l'installation et l'exploitation du dispositif technique de suivi et de régulation des médias avec pour effet le traitement rapide des données. En effet, le remplacement du travail manuel par les outils modernes a permis de générer des rapports volumineux en un temps record ;
- Le caractère dissuasif du dispositif a permis aux médias d'améliorer le traitement de l'information en procédant, notamment, à l'autocensure du contenu des prêches et messages religieux ;
- L'existence de ce dispositif a eu pour incidence positive d'amener les médias à éviter la diffusion des prêches et les messages religieux en direct.

3.2.4.2. DAR

Les appuis du projet Niger Espoir dont DAR a bénéficiés ont eu pour effets :

- Une meilleure connaissance de la DAR par les différents acteurs religieux ;
- Une visibilité des activités de la DAR ;
- Une meilleure circulation de l'information entre DAR et les CDIR ;
- Le renforcement de la présence de l'Etat à travers la DAR par une meilleure prise en charge des questions religieuses avec pour conséquence une bonne coordination des affaires religieuses par la DAR.

En définitive, on note que les appuis ont permis de réduire considérablement la léthargie dans laquelle elle était longée pendant plusieurs années.

3.2.4.3. Volet religieux

Plusieurs effets et impacts sont déjà observables et témoignent des changements positifs induits par les activités du projet niveau des religieux:

- Les leaders d'opinion (religieux) sont devenus des véritables artisans dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale au sein des communautés ;
- Le renforcement de la tolérance et de la coexistence pacifique entre les différents courants religieux (musulmans et chrétiens). Exple : au niveau de plusieurs localités (Dogo-dogo dans le Département de Magaria, Guidimouni dans le Département de Damagaram Takaya, Niamey etc). La mise en place des CDIR a fortement contribué à améliorer la fréquentation entre musulmans et chrétiens en particulier et le renforcement des liens sociaux, l'apaisement de la tension sociale ainsi que le clivage entre les religieux en général ;
- Les conflits se règlent de plus en plus par des méthodes non-violentes, notamment en se référant aux instances compétentes locales au lieu de se faire justice ;

- Les résultats positifs obtenus à travers les actions des CDIR dans le renforcement du dialogue social pour la paix et la stabilité a amené la DAR à étendre la mise en place des CDIR régionaux aux 4 autres régions non encore couvertes par le Projet Niger ;
- La contribution significative des CDIR à la promotion des valeurs positives essentielles à la culture de la paix notamment le pardon, la tolérance, la générosité, l'altruisme, le respect de la personne et de la vie humaine qui justifie le fait que S.E Mr le Président de la République parle de l'expérience des CDIR lors de la Session 2017 des Rencontres Mondiales pour la Paix organisées par la Communauté de Sant 'Egidio en Allemagne ;

> « Nous avons créé au Niger, des comités de dialogue inter-religieux et intra religieux. Ces comités de dialogue inter-religieux et intra religieux sont créés au niveau départemental et au niveau régional pour débattre de toutes questions ayant trait aux pratiques religieuses, ainsi que de tout différent entre associations qu'elles soient de la même obédience religieuse ou non. Compte tenu du succès enregistré par ces comités, un comité National de dialogue inter religieux est en cours de création pour la prise en charge des mêmes questions au niveau national.
>
> SE Mahamadou Issoufou, Président de la République, 9 septembre 2017, Session 2017 des Rencontres Mondiales pour la Paix organisées par la Communauté de Sant 'Egidio

- Amélioration de la qualité de l'enseignement des écoles coraniques par l'enrichissement des programmes de formation en y incluant des thèmes liés à la paix et à la cohésion sociale ;
- Augmentation du nombre et de la qualité des prêches en général avec une forte diminution de prêches virulents et de moins en moins d'altercations entre les différentes tendances et leaders religieux

NB : Le comité national de dialogue religieux vient d'être installé avec 23 membres provenant de toutes les 8 régions du Niger sous l'égide du Ministére de l'intérieur (en charge des affaires religieuses)

3.2.4.4. Volet communautaire

Au plan communautaire, un certain nombre d'aspects illustrent à suffisance le caractère positif des effets induits par les activités menées dans le cadre du partenariat entre les différents acteurs et le projet Niger Espoir. Il s'agit de :

- La reconnaissance du renforcement des prérogatives des autorités, aussi bien administratives, politiques que coutumières par les appuis du Projet;
- La multiplicité de demandes d'intervention formulées par des villages non encore touchés au vu des résultats enregistrés dans les premiers villages d'intervention (Ex : A la plate- forme de Yékoua, la baisse de mariage précoce a été estimée à près de 80%, certains jeunes ont été récupérés de la consommation des stupéfiants et sont devenus des responsables voire des marabouts) ;
- Le renforcement des capacités des structures du code rural pour une meilleure exploitation et gestion des ressources partagées (points d'eau, aires de pâturage, etc)
- L'inspiration de l'approche de Niger Espoir par certains partenaires techniques et financiers (PTF);
- L'acceptation du vivre ensemble par les diverses communautés qui est de plus en plus visible ;
- Le dialogue et la compréhension mutuelle entre les communautés fondés sur l'application des accords sociaux en matière de partage des ressources (comme l'accès à l'eau) et au pâturage ;

3.2.4.5. Volet jeunes

Les aspects suivants attestent de l'incidence voire l'évidence des actions du projet Niger Espoir sur l'amélioration des conditions de vie des jeunes :

- Le renforcement de la cohésion sociale et du principe de vivre ensemble à travers les rassemblements effectués autour de la mise en œuvre des microprojets des organisations des jeunes relatifs aux activités communautaires, sportives et culturelles (salubrité, lutte traditionnelle, concours de chansons traditionnelles, etc.…) ;
- L'apaisement des conflits entre les palais qui acceptent de s'associer et de prendre du thé ensemble à la faveur de formation reçue sur la GNVC ;
- Les sensibilisations sur le divorce, le mariage précoce et forcé ont créé une prise de conscience chez les jeunes en particulier et sur les différentes franges de la population. En effet, il a été constaté (à Yékoua, Zabon Moussou et Koléram) une baisse de ces phénomènes dans toutes les localités ayant bénéficiées des séances de sensibilisation y relatives ;
- Le renforcement des capacités des associations des jeunes en matière de cycle de vie des projets.

3.2.5. Durabilité

L'analyse de la durabilité amène à se pencher sur les chances de continuité (pérennité ou durabilité) des résultats lorsque l'appui du projet aura cessé. De ce fait, l'appréciation de ce critère peut également conduire à l'identification des facteurs pouvant favoriser la pérennité des activités après projet. A ce titre et dans le cadre de la présente évaluation plusieurs aspects y relatifs ont été relevés par catégories d'acteurs :

3.2.5.1. CSC

Les dispositions permettant d'assurer la durabilité des actions sont :

- Formation/recyclage des agents chargés de la maintenance ;
- Inscription de rubriques au niveau du budget de l'Etat pour la prise en charge des coûts de la maintenance et du remplacement du matériel ;
- La diversification des partenaires en vue d'accroitre les ressources pour une meilleure prise en charge des coûts de fonctionnement;
- L'affectation par l'Etat de ressources humaines permanentes pour pallier le caractère temporaire du personnel (stagiaires et appelés du Service Civique) ;

3.2.5.2. DAR

S'agissant de la durabilité des résultats, il faut rappeler que la DAR dispose d'un plan stratégique pluriannuel sur lequel des réflexions approfondies doivent être menées en vue de trouver les voies et moyens nécessaires (diversification des partenaires, renforcement du rôle de coordination des activités religieuses, mise en œuvre et poursuite des réformes, etc…) pour sa mise en œuvre effective.

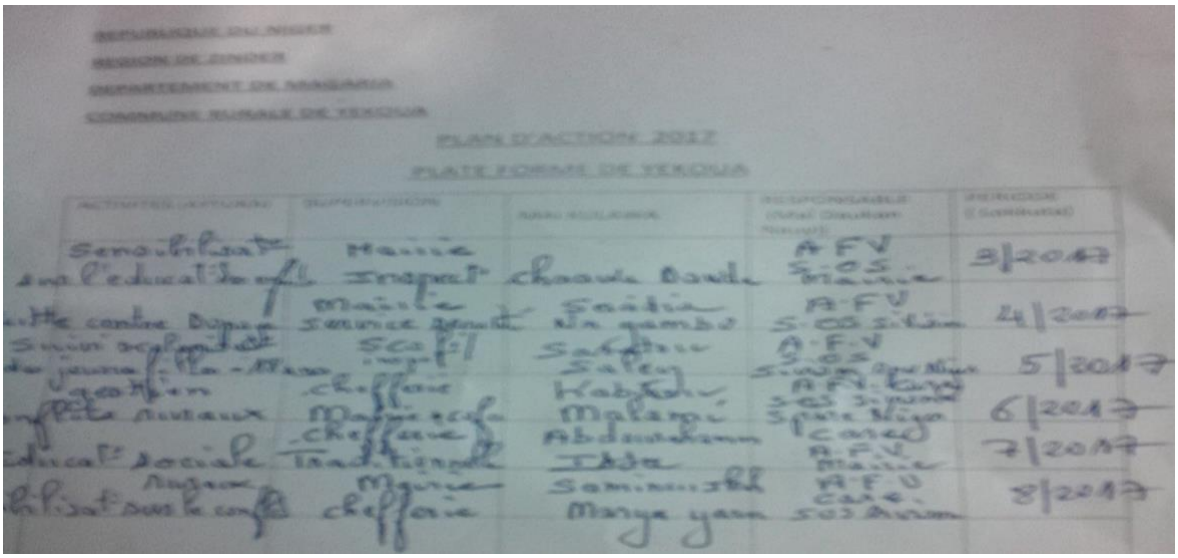
3.2.5.3. Volet religieux

Les aspects représentant ou pouvant servir de conditions favorables à la durabilité/pérennité des acquis sont entre autres:

- L'encouragement de la motivation et de l'engagement des membres des différents CDIR. Exemple, à A Diffa les imams et les pasteurs ont pris l'engagement de perpétuer l'organisation et la tenue de prêches en vue de consolider la paix et la cohésion sociale ;
- La disponibilité des autorités administratives, coutumières et communales à appuyer les CDIR dans la mise en œuvre de leurs activités ;
- A Niamey le CDIR compte entreprendre une vaste communication de proximité au niveau des Fada pour sensibiliser davantage les jeunes sur le bien-fondé de la consolidation de la paix et la cohésion sociale comme de base d'un développement durable ;
- La poursuite et toute autre forme d'appui à l'initiative des membres des CDIR dont entre autres la cotisation des membres pour la prise en charges des coûts de fonctionnement de leur bureau ;
- La location du matériel de sonorisation va générer des ressources supplémentaires qui seront utilisées à la multiplication des séances de prêches sur la consolidation de la paix et la cohésion sociale ;
- Poursuivre les appuis multi-acteurs (DAR, CDIR, PF, Organisations des jeunes) à l'élaboration des plans stratégiques, plans d'actions et dossiers de projets bancables ainsi que les appuis à la mobilisation des ressources additionnelles nécessaires à leurs mises en œuvre effectives ;
- Institutionnalisation des réunions hebdomadaires entre membres du CDIR en vue de maintenir la dynamique du travail d'équipe.

Photo de famille : équipe d'évaluateurs – responsables CDIR Zinder

3.2.5.4. Volet communautaire



Plan d'actions élaboré par la PF de Yékou (Région de Zinder) : résultat d'un transfert de compétence contributif à la durabilité/pérennité des acquis

Les mesures sont déjà prises et se poursuivront afin de garantir les durabilités des acquis voire la pérennité des actions.

Il s'agit entre autres de :

- L'esprit volontariste et l'engagement des responsables des plates-formes comme gage de poursuite des activités (Ex : la motivation des femmes et hommes membres des Plates-formes de El Kolta, de Yékoua de Zabon Moussou et Koléram);
- La bonne collaboration et la disponibilité des autorités communales à appuyer les activités des plates-formes ;
- La diversification des partenaires au développement ;
- L'utilisation des produits de la mise en location des équipements acquis ;
- Cotisation des membres de la plateforme d'un montant de 500 francs par semaine pour la poursuite des activités (Ex : Plate-forme de Yékoua) ;
- La tenue et la poursuite de débats occasionnels (Ex : plate-forme de El Kolta) de sensibilisation lors des rencontres cérémoniales (mariages, baptêmes, …) ;
- La poursuite des activités de suivi régulier des acquis (Ex : plate-forme de El Kolta).
- La formalisation de certaines initiatives des chefs de canton (régularité de rencontres avec les chefs locaux)

3.2.5.5. Volet jeunes

Conscients du fait que le projet NE a constitué un instrument efficace de renforcement de leurs capacités multiformes et en dépit de quelques difficultés rencontrées dans le cadre du partenariat avec ledit et projet qui sont inhérentes à toute œuvre humaine de collaboration naissante, les organisations des jeunes se sont engagées à prendre les dispositions nécessaires à la pérennisation des acquis positifs induits par ledit partenariat. Cela se passera par :

- L'appropriation de la démarche en servant de relais afin de poursuivre les activités culturelles et sportives à petites échelles (dans les villages et les quartiers) ;
- La continuité des activités d'information/sensibilisation et des séances de thé-débats sur la paix et la cohésion sociale ;
- La diversification des partenaires en vue du financement des AGR comme base de consolidation du vire ensemble et un moyen de lutte contre les vices liés à l'oisiveté ;

3.3. LES LECONS APPRISES

Les leçons apprises constituant une contribution essentielle au renforcement des connaissances basées sur ce qui a marché et ce qui n'a pas marché, elles ont été cernées dans cette évaluation en aspects à améliorer et aspects à renforcer. Avant d'examiner les leçons apprises dans leurs détails, il convient de prendre connaissance la synthèse du diagnostic participatif qui a été opéré avec les différents acteurs rencontrés, comme suit :

3.3.1. Analyse diagnostique des activités (SEPO/SWOT) réalisées par les parties prenantes

Afin de cerner dans les détails les aspects qui ont favorisé le succès dans la réalisation de certaines activités et les cas d'échec pour d'autres, un diagnostic participatif a été effectué avec les différentes parties prenantes à travers l'outil SWOT (en anglais) ou Forces, Faiblesses, Opportunité et Menaces (FFOM) assimilable au SEPO (Succès, Echec, Potentialités et Obstacles). La méthode utilisée a été simplifiée pour faciliter la compréhension de l'exercice à tous les niveaux notamment ceux qui sont constitués des personnes ayant un niveau d'instruction relativement bas notamment les membres des Plates-formes, des organisations des jeunes et quelques membres des CDIR. Dans cette optique les éléments de ce regard critique en termes du diagnostic porté sur le processus de mise en œuvre des activités sont résumés en deux grands groupes (points forts et points faibles) dans le tableau ci-après:

Tableau N°6: Récapitulatif du diagnostic participatif sur les activités par les acteurs

PARTIES PRENNATES / ACTEURS	LES POINTS FORTS : *éléments, ressources, aspects internes (**Forces**) et circonstances ou situations externes (**Opportunités**) qui sont potentiellement favorables et qui doivent être exploitées au bénéfice du développement y compris les bonnes pratiques*	LES POINTS FAIBLES : *limitation, problème ou carence internes (**Faiblesses**) et circonstances ou situations, facteurs ou aspects* extérieurs (**menaces**) qui sont défavorables *pour atteindre le modèle désiré*
Le Conseil Supérieur de la Communication (CSC)	-Méthode participative dans la conception du projet et dans l'identification des activités ; -La franche collaboration entre le CSC, les CDIR et les médias au niveau régional -Beaucoup d'autres partenaires s'intéressent au dispositif actuel du CSC (cas de l'ambassade de France pour l'extension de la plateforme distante dans les régions et la coopération danoise qui a installé les panneaux solaires).	- La durée de vie du projet, d'un an en deux phases de 6 mois est très contraignante - Le caractère fastidieux du processus de liquidation des dépenses (production des pièces justificatives) -
La Direction des Affaires Religieuses (DAR) du MI/	-Existence d'une étude portant sur le diagnostic institutionnel et opérationnel de la DAR ; -Existence d'un plan stratégique pour la DAR ; -Mise en place des CDIR ; -Les gouverneurs s'appuyant souvent sur les CDIR pour dénouer certaines situations de crise ; -L'Etat est aujourd'hui en mesure de bien suivre les actions des religieux car les CDIR sont appelés à produire des rapports qu'ils transmettent à la DAR/MISD/ACR	-Lourdeur des procédures pour la justification des dépenses -Manque de moyen pour référencier les mosquées -La direction est en sous-effectif du personnel -Difficultés dans la production des pièces justificatives, procédures trop complexes.
UNITE DE GESTION DU PROJET (UGP)	-Mise en place de huit (8) CDIR régionaux et 119 CDIR communaux sur lesquelles peut s'appuyer l'Etat pour entreprendre des actions de consolidation de paix. -Initiative pertinente d'avoir impliqué l'organe étatique de régulation qu'est le CSC. -Forte implication de toutes les catégories d'acteurs communautaires : les autorités administratives, coutumières et décentralisées, les plateformes… -Le management exemplaire du projet par l'équipe de l'unité de gestion	-Faible implication des services techniques étatiques

PARTIES PRENNATES / ACTEURS	LES POINTS FORTS : *éléments, ressources, aspects internes (**Forces**) et circonstances ou situations externes (**Opportunités**) qui sont potentiellement favorables et qui doivent être exploitées au bénéfice du développement y compris les bonnes pratiques*	LES POINTS FAIBLES : *limitation, problème ou carence internes (**Faiblesses**) et circonstances ou situations, facteurs ou aspects* extérieurs (**menaces**) qui sont défavorables *pour atteindre le modèle désiré*
VOLET RELIGIEUX	CIDR	
	--l'existence de plans stratégiques -la persévérance et la détermination des membres des CDIR ont fini par convaincre les plus sceptiques sur le bien-fondé de la consolidation de la paix et la cohésion sociale ; --la bonne collaboration avec les autorités administratives, coutumières et communales ; --L'existence des bons rapports entre les CDIR et les médias publics et privés ; --Le bon niveau d'appropriation de la démarche du projet par les membres des CDIR ; -- A Diffa, le CDIR fait appel aux Imams et aux Pasteurs s'il y a un thème important à développer lors des prières de vendredi et des messes de dimanche ; -- l'utilisation des compétences locales pour la formation des membres des CDIR ; --La rigueur dans la gestion des fonds alloués, tout franc dépensé doit être justifié ; -- L'ouverture d'esprit des membres des CDIR, l'intérêt général doit toujours primer sur l'intérêt personnel ; --Le projet a déployé des efforts pour améliorer sa communication avec les différents partenaires.	-Au début, l'intégration recherchée entre musulmans et chrétiens a provoqué des incompréhensions ; -Le retard accusé dans le financement des activités ; -Le non financement de certaines activités programmées par les CDIR communaux ; -La lourdeur des procédures du projet ; -Le taux journalier (perdiem) de prise en charge des acteurs communautaires jugé insuffisant ; -A Niamey, l'absence d'un point focal a entrainé des perturbations dans la mise en œuvre des activités surtout au niveau de la justification des dépenses ; -
	ECOLES CORANIQUES :	
	-L'unification des différents courants religieux au sein des écoles coraniques	-La méconnaissance des procédures qui a entrainé des difficultés dans la justification des fonds alloués ; -Le retard accusé dans le financement des activités
VOLET COMMUNAU-TAIRE	CONSEIL REGIONAL DE DIFFA	
	-La réalisation de l'étude sur les acteurs clés de la région (étude sur les vecteurs et cycles de conflits) -Etroite collaboration entre le conseil régional de Diffa et les commissions foncières communales de la région en matière de règlement des conflits et la gestion des ressources partagées. -Grande implication du chef de canton qui rassemble souvent les populations devant sa cour lors des sensibilisations sur la coexistence pacifique. -L'implication des chefs de villages et quartiers pour donner du crédit aux messages de sensibilisation sur la paix, la tolérance… -Recours possibles aux « magaram » pour faire la sensibilisation auprès des femmes -Le projet Niger Espoir a même renforcé les prérogatives des chefs traditionnels	-Lourdeur des procédures administratives de la part de Niger Espoir, ce qui retarde la mise en œuvre de la convention avec le CR de Diffa. -Maitrise insuffisante des textes sur la décentralisation -Insuffisance de perdiem pour la prise en charge des conseillers régionaux lors des missions sur le terrain

PARTIES PRENNATES / ACTEURS	LES POINTS FORTS : *éléments, ressources, aspects internes (**Forces**) et circonstances ou situations externes (**Opportunités**) qui sont potentiellement favorables et qui doivent être exploitées au bénéfice du développement y compris les bonnes pratiques*	LES POINTS FAIBLES : *limitation, problème ou carence internes (**Faiblesses**) et circonstances ou situations, facteurs ou aspects* extérieurs (**menaces**) qui sont défavorables *pour atteindre le modèle désiré*
VOLET COMMUNAU-TAIRE (suite)	**Les plates-formes**	-
	-L'intervention des plateformes va au-delà des localités desquelles elles relèvent. -Diversité de thèmes de sensibilisation qui touchent globalement à l'amélioration des conditions de vie des populations : l'accès des femmes à la terre, le clivage religieux, les violences conjugales, le respect des couloirs de passage des animaux, l'espacement des naissances, etc … -Multidisciplinarité des groupes de sensibilisation par l'implication des leaders d'opinion et des spécialistes (autorités, des services techniques, marabouts, juristes, agents des cofocoms, infirmiers…) -Motivation des membres des plateformes renforcée par leur niveau élevé d'expérience (EX : l'élue locale et présidente de la plateforme de Zabon Moussou) -Appropriation des activités des plates-formes par les autorités municipales (Ex : L'inscription prochaine dans le plan d'action et le budget communal, des activités de consolidation de la paix qui seront exécutées par la plateforme Zabon Moussou ainsi que l'adoption par la Mairie de la méthode d'AG des plates-formes en vue de l'identifications des problèmes de la commune -Approche efficace et convaincantes de sensibilisation à travers le principe de débat direct avec les populations sur leurs préoccupations -Utilisation des matériels de sonorisations pour atteindre le maximum de public -Volontariat des membres -Promotion de l'intérêt général	-Insuffisance des fonds et retard dans leur décaissement. - Activité arrêtée à mi-chemin faute de moyen financier. -La prise en compte de la TVA dans les fonds alloués à la plateforme. -Non-respect par care du délai de décaissement des fonds pour démarrer les activités -Faiblesse du suivi des activités des plateformes par les agents du projet Niger Espoir. -Courte durée la formation sur les procédures de gestion financière -Faiblesse de l'enveloppe budgétaire -Manque de moyens de déplacement -Problème avec certaines chefferies pour lesquelles les plates-formes apparaissent comme des usurpatrices de leurs attributions -Formation sur les procédures comptables insuffisantes -La relative faiblesse du montant affecté aux activités ne permettant pas de couvrir le maximum de localités pour une question d'équité eu égard à l'importance des demandes -
VOLET JEUNES	**Organisations des jeunes de Diffa**	-
	-Choix des projets par les groupes cibles -Etude pour le recensement des acteurs influents -Implication des plusieurs acteurs	-Insuffisance d'accompagnement pour la maitrise du processus des appels à propositions (montage des projets, production rapports et des pièces justificatives notamment) -Le manque de sensibilisation sur les appels à propositions et l'envoi des dossiers sous version électronique limite la participation des jeunes aux appels à propositions -Faiblesse des montants alloués aux projets -Faiblesse de couverture géographique du projet -Le projet s'est insuffisamment attaqué au problème épineux de la pauvreté qui conduit aux mauvaises tentations dont, entre autres, l'enrôlement des jeunes dans les groupes terroristes

3.3.2. Les insuffisances à corriger

Quelques insuffisances ont réduit l'efficacité des activités et par voie de conséquence ont agi négativement sur la performance globale du Projet. Pour y remédier, dans la perspective d'activités futures les points saillants suivants sont à améliorer :

- L'inadéquation quelques fois constatée entre la planification des activités avec le rythme des décaissements;

- La lourdeur dans le processus de liquidation des dépenses ;

- Les enveloppes financières des activités qui se sont avérés souvent inférieures aux ambitions des acteurs. Ex : les CDIR et les PF qui désirent toucher un plus grand nombre de groupes cibles au vu de l'importance des thématiques à aborder et les zones restantes à toucher ;

- Les montants des perdiems jugés, parfois, insuffisants pouvant être source de démotivation des acteurs locaux (Les CDIR de Zinder, de Niamey et le Conseil Régional de Diffa) ;

- Fréquence relativement faible des activités de suivi/supervision sur le terrain par les instances nationales du Projet (NE, notamment)

3.3.3. Les aspects positifs à renforcer

Les aspects ayant favorisé le succès des activités du projet, sont classés en 2 grandes catégories, à savoir :

a) Les points forts regroupant les opportunités et les forces du Projet
b) Les bonnes pratiques

3.3.3.1. Points forts et opportunités

- Documents d'études diagnostiques (Diagnostic institutionnel et opérationnel de la DAR ; étude participative sur les vecteurs de conflits, étude sur les discours et théorie de changement) qui constituent des documents de cadrage des actions pour éviter la navigation à vue ;

- Documents de planification stratégique et opérationnelle (plans stratégiques des CDIR ; Plans d'action des PF, conventions, TDR, etc …) qui sont des outils de pilotages et de mise en œuvre des activités ;

- Les formations sur les procédures de gestion administrative et financières dispensées au profit des acteurs locaux

3.3.3.2. Les bonnes pratiques

Elles sont généralement des modèles d'expériences positives et c'est l'existence de facteurs socioculturels, le degré de développement des activités, la disponibilité des ressources et d'autres éléments spécifiques qui détermine la pertinence d'une bonne pratique dans une situation donnée. Ainsi dans le cas de l'expérience du projet Niger Espoir, les facteurs qui ont contribué à la réussite des activités et qu'il faille renforcer ou répliquer, peuvent être récapitulés comme suit :

- La capitalisation des expériences et la consolidation des acquis obtenus par d'autres partenaires ayant intervenu antérieurement, à savoir : le Projet Paix et Développement (PDEV) ; Projet REVE auquel fait suite le Projet Niger Espoir; l'initiative « Mata Masu Dubara » MMD; et l'ONG « Leadership Challenge » sur lesquels se sont appuyées certaines activités du projet Niger Espoir (CDIR et plates-formes) ;

- La responsabilisation des acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs activités et leur forte implication à toutes les étapes du processus;

- Les campagnes de sensibilisation menées en équipe pluridisciplinaire avec une bonne maitrise des thèmes à développer qui ont eu pour incidence de réduire les coûts et de toucher le maximum de groupes cibles et ont entrainé une forte adhésion aux messages véhiculés ;

- L'identification d'acteurs clés (leaders d'opinions, autorités administratives et coutumières, les femmes, les jeunes) en rapport avec la thématique « paix et cohésion sociale » a joué un effet d'entrainement très fort ayant favorisé l'engagement desdits acteurs;

- L'établissement de liens pertinents entre la thématique centrale « paix et cohésion sociale » avec d'autres thèmes connexes (dépenses ostentatoires, clivages religieux, scolarisation de la jeune fille, mariage précoce et forcé, conflits agriculteurs-éleveurs, les méfaits de la consommation des stupéfiants, etc.…) non moins importants dans le cadre de l'amélioration du mieux vivre ensemble ;

- Une réelle contribution des thèmes développés a eu pour effet dans certaines localités de permettre aux femmes d'être rétablies dans leur droit à l'héritage notamment le droit à la terre. Ce qui leur permet désormais de contribuer davantage à la production agricole. Cette dernière sert à la fois à l'augmentation de l'auto consommation familiale et à l'amélioration des revenus monétaires contribuant à la lutte contre la pauvreté. Les sensibilisations participent de l'atténuation des conflits communautaires et/ou familiaux autour de la revendication des droits, de l'exclusion, de l'expropriation abusive de certaines couches sociales vulnérables ;

- Les activités du Projet viennent rappeler et renforcer aux acteurs multi-niveaux (autorités administratives, politiques, coutumières, jeunes, Hommes Femmes) leurs rôles respectifs dans le processus de développement national ; d'où tout le caractère pédagogique de ce projet qui est venu mettre l'accent sur la fonction d'instrument de mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes de développement.

3.4. LES RECOMMANDATIONS

Eu égard à la pertinence des activités réalisées, d'une part et de l'autre leurs contribution significatives au vivre ensemble des populations, les recommandations suivantes sont formulées :

3.4.1. Recommandations à l'endroit du Consortium CARE-SOS Civisme

- Poursuivre les activités initiés par le projet Niger-Espoir en vue de consolider les importants acquis enregistrés en terme de renforcement de la cohésion sociale et de consolidation de la paix qui constituent des gages d'un développement harmonieux et durable;

- Elargir la zone d'intervention du prochain éventuel projet de manière à toucher les huit (8) régions en vue d'accroitre les chances d'une résolution à grande échelle du fléau d'insécurité et d'instabilité sociale;

- Diversifier les partenaires pour mobiliser davantage de ressources capables d'être à la hauteur des ambitions des acteurs et de l'importance du thème ;

- Simplifier, harmoniser et/ou adapter les procédures de gestion, notamment financière aux réalités du terrain (exigence de facture pour des dépenses effectuées dans les confins des communes rurales) afin de rendre fluide le processus de liquidation des dépenses et favoriser l'efficacité des activités. Exemple : Citation des acteurs locaux (CDIR Maradi) pour illustrer la complexité des procédures à leurs yeux et donc la nécessité de cette simplification/adaptation ***«C'est comme si on demandait à un enfant de porter les habits d'un adulte sans les avoir modifiés»*** ;

- Poursuivre et intensifier le renforcement des capacités des membres des acteurs locaux (CDIR, plates-formes, organisations de jeunes, etc…) ;

- Intensifier les séances de prêches auprès des populations qui en réclament davantage ;

- Multiplier les voyages d'études qui permettent une bonne capitalisation et application des bonnes pratiques pour faire avancer rapidement les CDIR et les Plates-formes ;

- Financer les AGR au cours de la prochaine phase du projet, notamment pour les organisations des jeunes afin d'éviter l'oisiveté qui est source de tentation ;

- Renforcer les capacités des acteurs en matière d'élaboration de dossiers de micro-projet et la mobilisation de ressources;

- Poursuivre et renforcer l'application de l'approche Genre dans la mise en œuvre des activités du projet ;

- Mettre en œuvre et suivre les recommandations de l'étude sur « Discours religieux, enjeux sociétaux et « Théorie de Changement » dans la région de Maradi réalisée par le Cabinet d'étude QUALE ;

- Commanditer des études spécifiques en vue de cerner les proportions exactes de la réduction de certains fléaux grâce aux activités du projet (EX : la réduction des dépenses ostentatoires, du mariage précoce, mariage forcé, l'accès des femmes au foncier à travers le droit à l'héritage, etc…) ;

- Précéder le démarrage de la phase suivante ou futur projet d'une étude de référence en vue de faciliter le suivi des progrès accomplis ;

- Former les agents du nouveau projet sur les outils de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR).

3.4.2. Recommandations à l'endroit du Gouvernement

- Contribuer à la pérennisation des acquis du projet, notamment à travers :
  - ✓ Une forte participation aux charges de fonctionnement des CDIR;
  - ✓ La mobilisation d'un nombre important de partenaires et de ressources pour la mise en œuvre des actions de la prochaine phase ou le futur projet qui fera suite à Niger-Espoir ;
  - ✓ Un démarrage imminent des activités de la nouvelle phase ou du nouveau projet afin d'éviter un vide, source de déperdition des acquis ;

- Compte tenu de la position centrale qu'occupe la Direction Affaires Religieuses du MI/SP/D/ACR dans le traitement des questions religieuses, l'Etat et ses partenaires techniques et financiers doivent augmenter leur appui pour permettre à la Direction d'assurer un meilleur encadrement des structures religieuses;

- Eu égard au rôle important joué par les CDIR dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale aux niveaux régional et communal, un CDIR national vient d'être installé, où est représenté chaque CDIR régional. il s'avère nécessaire voire indispensable d'assurer une appropriation des attributions par les membres afin qu'il n'y ait aucune ambigüité de manière à éviter des éventuels conflits de compétences avec d'autres structures. Il est, également, souhaitable que des moyens de fonctionnement conséquents soient mis à leur disposition.

CONCLUSION

Grâce à l'approche participative et inclusive, les investigations menées par le biais des échanges riches et fructueux avec les différentes parties prenantes, les travaux de la présente mission d'évaluation finale permettent de dire à juste titre que les résultats obtenus par le projet ont été globalement positifs.

En effet, de par les données collectées, traitées et analysées il ressort une bonne appréciation des résultats du Projet; en témoigne les jugements positifs portés plus haut par la majorité des partenaires du projet, notamment à travers les cinq (5) critères de performance du projet, à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les effets/impact et la durabilité/pérennité.

Sur la base des leçons tirées de cette heureuse expérience, la suite du Projet doit simplement s'atteler à corriger les insuffisances identifiées et essayer au tant que faire se peut de mettre en application les recommandations majeures.

ANNEXES

Annexe 1 : Bibliographie

- Document de base du projet (Prodoc)
- Cadre logique du Projet
- Etude sur les vecteurs et cycles de conflits dans la Région de Diffa
- Etude sur les discours religieux et théorie du changement du Cabonet QUALE
- Rapports de supervision de mise en place des CDIR
- Liste des partenaires du Projet Niger Espoir
- Plusieurs rapports de mission et d'activités du Projet Niger Espoir
- Diagnostic institutionnel et opérationnel de la Direction des Affaires Religieuses (DAR) du MI/SP/D/ACR ;
- L'étude participative sur les vecteurs de conflits à Diffa,
- L'étude sur les discours et théorie de changement à Maradi ;
- Plans stratégiques des CDIR ;
- Plans d'action des Plates-Formes,
- Conventions et TDR,
- Etc…

Annexe 2 : Fiches/outils de collecte des données

Annexe 2.1. : Aide-mémoire pour Guide d'entretien

CRITERES	BESOINS D'INFORMATIONS (QUESTIONS)	METHODE DE COLLECTES	SOURCES / CIBLES	PROCEDURES / OUTILS DE COLLECTE
CRITERE 1 : Pertinence	Quelle était la logique d'accomplissement qui était à la base de Niger Espoir ?	- Recherche documentaire - Entretiens en Focus groupes	- Document du Projet - Autorités - les jeunes - Les communautaires	- Administration questionnaire
	Quelles sont les principales activités prévues par le Projet ?			
	Quelles sont les activités réalisées par le Projet ?			
	Les activités et les produits sont-ils en adéquation avec l'attente générale et les besoins des groupes cibles et d'impacts (communautés, les organisations communautaires, les organisations de la société civile, les autorités communales et traditionnelles, l'état, les jeunes, les femmes)?			
	A quelle étape du processus avez-vous été impliqués ?			
	Quel a été le niveau de participation/implication des communautés dans les différentes étapes du processus ? Comment les besoins des communautés ont-ils été pris en compte dans ces étapes ?			
CRITERE 2 : Efficacité	Comment Niger Espoir a contribué à achever le travail entamé avec Revalorisation du Vivre Ensemble (REVE)?	- Recherche documentaire - Entretiens en Focus groupes	- Document du Projet - Autorités - les jeunes - Les communautaires	- Administration questionnaire
	Le projet a-t-il atteint les résultats prévus ? si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?			
	A-t-il pu entrainer les différents acteurs (organisations religieuses, organisations de la société civile, les autorités communales et traditionnelles, les organisations communautaire, ministère …) dans le processus de consolidation de la paix? Si oui, Comment ? Si non, pourquoi ?			
	Le délai d'exécution des activités a-t-il été respecté ? si oui, comment ? Si non, pourquoi ?			

CRITERES	BESOINS D'INFORMATIONS (QUESTIONS)	METHODE DE COLLECTES	SOURCES / CIBLES	PROCEDURES / OUTILS DE COLLECTE
CRITERE 3 : **Efficience**	Quel était le ratio coût total de l'intervention et nombre de bénéficiaires ?	- Recherche documentaire - Entretiens en Focus groupes	- Document du Projet - Autorités - les jeunes - Les communautaires	- Administration questionnaire
	Aurait-il été possible d'atteindre les mêmes résultats avec moins de ressources ? Si oui, comment ?			
CRITERE 4 : **Impact**	Quel a été l'impact direct et indirect des activités sur les attitudes, les connaissances et les pratiques des populations cibles (communautés, hommes/femmes, filles/garçons) ?	- Recherche documentaire - Entretiens en Focus groupes	- Document du Projet - Autorités - les jeunes - Les communautaires	- Administration questionnaire
	Quelle appréciation fait-on des indicateurs d'effets et d'impact retenus dans le cadre du projet ?			
	Quelle appréciation du degré de satisfaction des diverses parties prenantes de l'initiative et bénéficiaires sur le travail réalisé			
CRITERE 5 : **Durabilité/ pérennité**	Y a-t-il eu des activités, des mécanismes (gestion des connaissances, capitalisation, etc) ou des stratégies qui vont pérenniser les résultats ?	- Recherche documentaire - Entretiens en Focus groupes	- Document du Projet - Autorités - les jeunes - Les communautaires	- Administration questionnaire
	Quelle procédure de suivi régulier a été mise en place au sein des communautés pour pérenniser les résultats atteints ?			
	Quelle procédure de suivi régulier a été mise en place avec les autorités communales, administratives et traditionnelles pour pérenniser les résultats atteints?			
	Quels facteurs peuvent favoriser la pérennité des activités du projet?			
	Quels facteurs peuvent compromettre la pérennité des activités du projet ?			
	Quel est le niveau d'appropriation de démarche/approche du projet par les différents acteurs ?			
	Quel est le niveau d'appropriation des résultats du projet par les différents acteurs ?			
CRITERE 6 : **Management**	Les ressources ont-elles été mises à disposition dans les délais souhaités ? Si non, qu'elles ont été les conséquences sur la mise en œuvre du Projet ?	- Recherche documentaire - Entretiens	- Document du Projet	Guide d'entretien
	Quels sont les goulots d'étranglement et/ou difficultés majeures rencontrées au cours de la mise en œuvre du Projet			

Annexe 2.2. GUIDE D'ENTRETIEN POUR FOCUS GROUPES

CRITERE 1 : Pertinence

Quelle était la logique d'accomplissement qui était à la base de Niger Espoir ?

Quelles sont les principales activités prévues par le Projet ?

Quelles sont les activités réalisées par le Projet ?

Les activités et les produits sont-ils en adéquation avec l'attente générale et les besoins des groupes cibles et d'impacts (communautés, les organisations communautaires, les organisations de la société civile, les autorités communales et traditionnelles, l'état, les jeunes, les femmes)?

A quelle étape du processus avez-vous été impliqués ?

Quel a été le niveau de participation/implication des communautés dans les différentes étapes du processus ? Comment les besoins des communautés ont-ils été pris en compte dans ces étapes ?

CRITERE 2 : Efficacité

Comment Niger Espoir a contribué à achever le travail entamé avec Revalorisation du Vivre Ensemble (REVE)?

Le projet a-t-il atteint les résultats prévus ? si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?

A-t-il pu entrainer les différents acteurs (organisations religieuses, organisations de la société civile, les autorités communales et traditionnelles, les organisations communautaire, ministère …) dans le processus de consolidation de la paix? Si oui, Comment ? Si non, pourquoi ?

Le délai d'exécution des activités a-t-il été respecté ? si oui, comment ? Si non, pourquoi ?

CRITERE 3 : Efficience

Quel était le ratio coût total de l'intervention et nombre de bénéficiaires ?

Aurait-il été possible d'atteindre les mêmes résultats avec moins de ressources ?

Si oui, comment ?

CRITERE 4 : Impact

Quel a été l'impact direct et indirect des activités sur les attitudes, les connaissances et les pratiques des populations cibles (communautés, hommes/femmes, filles/garçons) ?

Quelle appréciation fait-on des indicateurs d'effets et d'impact retenus dans le cadre du projet ?

Quelle appréciation du degré de satisfaction des diverses parties prenantes de l'initiative et bénéficiaires sur le travail réalisé

CRITERE 5 : Durabilité/pérennité

Y a-t-il eu des activités, des mécanismes (gestion des connaissances, capitalisation, etc) ou des stratégies qui vont pérenniser les résultats ?

Quelle procédure de suivi régulier a été mise en place au sein des communautés pour pérenniser les résultats atteints ?

Quelle procédure de suivi régulier a été mise en place avec les autorités communales, administratives et traditionnelles pour pérenniser les résultats atteints ?

Quels facteurs peuvent favoriser la pérennité des activités du projet?

Quels facteurs peuvent compromettre la pérennité des activités du projet ?

Quel est le niveau d'appropriation de démarche/approche du projet par les différents acteurs ?

Quel est le niveau d'appropriation des résultats du projet par les différents acteurs ?

CRITERE 6 : LECONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS

Quelles sont les atouts (succès et potentialités) majeurs et bonnes pratiques du Projet ?

Quelles sont les principales contraintes auxquelles le projet s'est trouvé confronté en termes d'échecs et d'obstacles à éviter ?

Quelles sont vos principales recommandations en termes de propositions d'amélioration en vue de la pérennisation des actions ?

Annexe 2.3. Questionnaire individuel

Fiche 1:

Pertinence du projet

Région[3] : Ny ☐ Mi ☐ Zr ☐ Di ☐

Catégorie d'acteurs: Jeunes ☐ Religieux ☐ autorités ☐

Sexe: masculin ☐ féminin ☐

1. Selon vous, les objectifs du projet sont-ils appropriés ou en adéquation avec les besoins réels des populations ? En un mot, le projet est-il en phase avec les priorités, opportunités et stratégies identifiées?

   Oui ☐ Dites pourquoi ?.....

   .....

   ....

   Non ☐ Dites pourquoi ?.....

   .....

2. Décrivez brièvement le contexte dans lequel le projet était né? (en comparant la réponse avec les objectifs du projet on établira l'adéquation avec les besoins des populations et donc sa pertinence)

[3] La précision de la région, de la catégorie d'acteurs et du sexe permet de faire la synthèse des niveaux des réponses par région et la synthèse générale des zones d'intervention du projet. Le logiciel sphinx serait l'outil approprié.

Fiche 2:

Efficacité du projet

Région : Ny ☐ Mi ☐ Zr ☐ Di ☐

Catégorie d'acteurs: Jeunes ☐ Religieux ☐ autorités ☐

Sexe : Masculin ☐ Féminin ☐

1. Selon vous, dans quelle proportion les objectifs prévus ont été atteints (comparaison des résultats obtenus par rapport aux résultats prévus) ?

☐ Faible proportion (estimation en %).
Pourquoi ?.....

……

☐ Proportion moyenne (estimation en %).
Pourquoi ?……
……
……

☐ Forte proportion (estimation en %).
Pourquoi ?……..

……

2. Quels objectifs du projet n'ont pas été atteints après sa mise en œuvre ?

☐ Aucun.
……

☐ Peu d'objectifs, lesquels ?.....

☐ Plusieurs, lesquels ?.....

Fiche 3:

Efficience du projet

Région : Ny ☐ Mi ☐ Zr ☐ Di ☐

Catégorie d'acteurs: Jeunes ☐ Religieux ☐ autorités ☐

Sexe: masculin ☐ féminin ☐

1. Selon vous, les résultats obtenus l'ont été à un coût acceptable : est- ce que les résultats obtenus en valent – ils la peine? (comparaison des <u>résultats obtenus par rapport aux moyens mis en œuvre</u>).

Oui ☐ Dites pourquoi ?.....

……

……..

Non ☐ Dites pourquoi ?.....

……

…

☐ Insuffisance du budget ?

☐ Problème de temps ?

☐ Indisponibilité de certains acteurs de mise en œuvre ?

☐ Lourdeur des procédures ?

Fiche 4:

Impact du projet

Région : Ny ☐ Mi ☐ Zr ☐ Di ☐

Catégorie d'acteurs: Jeunes ☐ Religieux ☐ ités ☐

Sexe : Masculin ☐ Féminin ☐

1. Selon vous, compte tenu des effets directs et indirects (positifs et négatifs, prévus et inattendus) et vu le pouvoir d'entraînement du projet quels changements le projet a-t-il apporté au niveau de l'ensemble de la collectivité?

☐ Du point de vue des connaissances…….....
…….

☐ Du point de vue des pratiques/attitudes.....

……
…

2. Y a-t-il eu d'autres bénéficiaires (population environnante de la zone) des changements apportés par le projet, hormis les cibles directes?

Oui ☐ Dites comment, lesquels et Combien environ (Nbre ou %)?
.....

Non ☐ Dites pourquoi ?.....

……
……..

3. Etes-vous satisfaits du projet Niger espoir ?

☐ Pas du tout satisfait

☐ Satisfait

☐ Très satisfait

Fiche 5:

Durabilité/pérennité du projet

Région : Ny ☐ Mi ☐ Zr ☐ Di ☐

Catégorie d'acteurs: Jeunes ☐ Religieux ☐ autorités ☐

Sexe : Masculin ☐ Féminin ☐

1. Comment appréciez-vous les chances de continuité/viabilité (pérennité ou durabilité) des résultats lorsque l'appui du projet aura cessé ?

☐ Pas de chance de continuité. Pourquoi ?.....

……

…☐……. Peu de chance. Pour quelles raisons ?.....

…….

☐ Beaucoup de chances. Pourquoi ?.....

……

Quelles sont les dispositions ou mécanismes mis en place pour la pérennisation des activités du projet**?**

Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées

NOM ET PRENOM	STRUCTURE	TITRE	CONTACT
REGION DE DIFFA			
Habibou Hamza	Care Diffa	Superviseur de Zone Niger Espoir	91 45 50 40
Halima Moussa	Care Diffa	Responsable sécurité	98767636
Kabidou Seydou	DRPAT/DC	Directeur Régional Adjoint	96992483
Yahaya Godi	Gouvernorat	Secrétaire Général	
Malam Ligari Mairou	Conseil Régional	Président	
	Conseil Régional	Secrétaire Général	
Biri Kassoum	Mairie de Diffa	Maire	
Mahamadou Ari	Union des écoles coraniques	Président	90657077
Abdoulaye Issa	Union des écoles coraniques	Secretaire Général	96574540
Moussa Ali Adamou	Union des écoles coraniques	Membre/encadreur	99021887
Moustapha Abdoua	Union des écoles coraniques	Membre/encadreur	98978054
Abdourahamane Moustapha	Union des écoles coraniques	Membre/encadreur	90757543
Boukar Malan Moutari	Collectif des écoles coraniques	Président	96311292
Bachir Salé	Collectif des écoles coraniques	Secrétaire Général	96936387
Balla Abdoulhamid	Collectif des écoles coraniques	Membre/encadreur	98136712
Aboubacar Elhadj Idi	Collectif des écoles coraniques	Membre/encadreur	96390432
Zara Malan Moutari	Collectif des écoles coraniques	Membre/encadreur	98587867
	HACP		
REGION DE ZINDER			
Harouna Bounou	Plateforme de kolleram	Président	91680643
Saadou Ichaou	Plateforme de kolleram	Secrétaire Général	90530960
Ichaou Dan Malan	Plateforme de kolleram	Maire/membre	91675634
Hamza Malan Youssoufa	CDIR Zinder	Président	96965326
Ibrahim Amadou	CDIR Zinder	Trésorier	96488001
Malan Sadissou	CDIR Zinder	Chargé de prêche	96171327
Elhadji Ibrahim Mai Adiko	CDIR Zinder	Secrétaire Général	96285413
Bachir Abba	CDIR Zinder	Membre	96464182
Malama Raya	CDIR Zinder	Chargée de prêche	

REGION DE MARADI			
Malan Toukour Liman Boubacar	CDIR Maradi	Président	96 59 11 97
Mme Balkissa Rabiou	CDIR Maradi	Vice-Présidente	
Abdou Dan Doussa	CDIR Maradi	Secrétaire général	93 72 18 14
Pasteur Benjamin	CDIR Maradi	Trésorier	96 27 45 87
Chayabou Adamou	Plateforme de Zabon Moussou	Membre	96 10 38 44
Hadjia Balki	Plateforme de Zabon Moussou	Membre	
Yacouba Illiassou	Plateforme de Zabon Moussou	Membre	98 36 40 56
Mme Baraka Ali	Plateforme de Zabon Moussou	Présidente/conseillère élue	96 09 44 12
Elhadi Saidou Barmou	Plateforme de Zabon Moussou	Membre/Prêcheur	
Harouna Abdou	Plateforme de Zabon Moussou	Membre	
Mme Aicha Bako	Plateforme “Hadin kan Yin karkara” de El kolta	Présidente/conseillère élue	
Mme Tchima Yacouba	Plateforme “Hadin kan in karakara” de El kolta	Membre	
Mme Halima Harouna	Plateforme “Hadin kan in karakara” de El kolta	Membre	
Mme Chawa Saidou	Plateforme “Hadin kan in karakara” de El kolta	Membre	
Mme Hadjara Kalilou	Plateforme “Hadin kan in karakara” de El kolta	Secretaire à l’information	
REGION DE NIAMEY			
Sanoussi Ababalé	CARE International Niger	Conseiller	
Ibrahim Niandou	UGP Niamey		
Ingay Issoufou	SOS Civisme Niger	Chargé de Programme Jeunesse Actions Communautaires	91 35 55 22
Garba Ousmane	Conseil Supérieur de la Communication	Directeur Etude et Programmation	97 37 58 58
Abdou Gambo	Conseil Supérieur de la Communication	Chef de service suivi évaluation	96 88 11 13
Abdou Kabir Souleymane	Direction des Affaires Religieuses au MI/SP/D/ACR	Directeur adjoint	96 95 88 80
Père Antoine Chenu	CDIR Niamey	conseiller	96970033
Fatima Marie Thérèse Djibo	CDIR Niamey	conseillère	96469409
Soumana Hamidou	CDIR Niamey	Trésorier adjoint	93200094
Alou Hama Maiga	CDIR Niamey	Secrétaire général	96963475
Soumana koukey	CDIR Niamey	conseiller	96166831
Ibrahim yahaya	CDIR Niamey	Commissaire aux comptes	96947675
Sani souleymane	CDIR Niamey	Secrétaire à l’organisation	99110000

QUE DU NIGER
DE LA RÉPUBLIQUE

SE D'OUVRAGE:
AUTORITE A LA
ATION DE LA PAIX

FINANCEMENT:
UNION EUROPEENNE

Mise en œuvre:
CARE et SOS Civisme

Coordination du Projet à *Niamey*
*Tel : (00227)**20 35 21 92**,**90888817/ 91355522/***
Niamey Quartier Cité STIN Non loin de Radio Ouallam
Antenne de Diffa
Tel 9145 50 40/92 73 95 35 /91 59 95 35 /90 9561 36

Projet NIGER -ESPOIR

Termes de référence pour l'Evaluation Finale de l'Initiative Niger Espoir

Juillet 2017

Préparé par : Sanoussi ABABALE
Conseiller en Plaidoyer et Adaptation
à Base Communautaire et en dialogue inter religieux

I. INFORMATIONS GENERALES

1.1. **Projet/Unité** : Niger Espoir
1.2. **Activité** : Evaluation Finale de l'Initiative Niger Espoir
1.3. **Durée** : **30 jours** 89319191 Elh Ali
1.4. **Période** : 01Août-04 Septembre 2017 (Probable)
1.5. **Expertise technique requise :** Un (e) consultant (e) externe
1.6. Responsables activité : Sanoussi ABABALE Conseiller Plaidoyer et Adaptation à Base Communautaire et en dialogue Inter religieux
1.7. Superviseur de l'activité : Niandou Ibrahim Chef de projet Niger Espoir
1.8. Supervision technique : **El Hadji Goni Malam salé, CN/SEAMIN CARE Niger**

II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

Inscrite dans le cadre de « L'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) » de l'Union Européenne, la présente action est une proposition conjointe de CARE Danemark (qui fait une délégation d'autorité à CARE Niger) et SOS Civisme Niger relativement à la mise en œuvre de l'axe 1(Renforcement de la sécurité communautaire et du contrôle des frontières) et de l'axe 4 (Promotion de la tolérance et du dialogue intra et interreligieux). Il est dénommé « NIGER ESPOIR » et consolide en approfondissant certaines des actions de la phase I du projet REVE, mis en œuvre par les mêmes organisations à Niamey, Maradi, Zinder et Diffa entre janvier 2014 et 31 octobre 2015.

L'action contribue aux actions multiformes engagées par la HACP (Haute Autorité à la Consolidation de la Paix) pour la mise en œuvre de la Stratégie de Développement et de Sécurité dans les Zones Sahélo-Sahariennes (SDS) du Niger, et particulièrement le Projet d'Appui à la Paix et à la Stabilité (PAPS). Ils constituent une réponse de l'Etat du Niger aux périls nouveaux que vit toute la région du Sahel en matière d'insécurité, d'instabilité, de terrorisme et de conflits armés déclarés. Ce contexte sous régional hautement volatile impacte le Niger qui, au cours de l'année 2015, est confronté à des défis multiples porteurs de menaces sérieuses pour la quiétude sociale.

Si les répercussions du conflit malien et libyen ont été relativement bien contenues dans les parties nord-ouest et nord du Niger, les plus grands risques sécuritaires viennent de la frontière sud avec le Nigeria et les violences aveugles perpétrées par Boko Haram. En effet, le conflit armé entretenu depuis 2009 par le groupe armé dénommé **« Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad »** (groupe sunnite pour la prédication et le djihad – Boko Haram) et depuis peu aussi « **Etat islamique en Afrique de l'Ouest**», a, aujourd'hui, largement débordé du nord-est du Nigeria pour toucher le Niger, le Tchad et le Cameroun, avec des attaques frontales et des opérations kamikaze dans la région de Diffa. *« Dans des proportions encore modestes, la secte recrute des adeptes au Niger, notamment dans les régions de Maradi, Zinder et Diffa. Son idéologie semble s'y répandre par le « bas » surtout dans les milieux populaires. Outre son*

discours religieux, Boko Haram séduit car il s'en prend à l'Occident»[4]. Sans que cela ne soit sûr, la récente allégeance de ce groupe à l'Etat Islamique (EI) présent en Lybie notamment, pourrait lui fournir des ressources supplémentaires. Le gouvernement du Niger a pris la décision, de décréter et maintenir l'état d'urgence dans toute la région de Diffa, depuis le mardi 10 février 2015. A ce jour, 1100 habitants (Entretien Ministre Intérieur avec RFI le 08 septembre 2015), à majorité jeunes suspectés, dans la région de Diffa ont été transférés à la brigade de lutte antiterroriste de Niamey. A l'exemple du Niger et pour l'heure, la principale résistance offerte par les Etats demeure la forme militaire. *« Le jeu apparaît ici dangereux car l'islam « traditionnel », pourtant très majoritaire au Niger ne monte pas au front pour mener la bataille religieuse contre AQMI, le MUJAO et Boko Haram. Comme au Mali et dans le nord-est du Nigeria, les thèses salafistes, promues depuis plusieurs années, se renforcent dans le pays. Elles profitent de l'absence d'opposition politique et religieuse et du rejet massif de la classe politique accusée de détournements, d'enrichissements personnels, de passe-droits et d'incompétence face aux problèmes de développement qui se posent au pays ancré à la dernière place de l'indice de développement humain des Nations unies (IDH) »*[5].

III. Information sur Niger Espoir

La durée de l'initiative est de **18 mois** :
Démarrage : 01 novembre 2015
Fin : 30 avril 2017 avec prolongation au xxx/xxx/xxx
Bailleur principal : Union Européenne
L'initiative Niger Espoir a pour objectif global de contribuer à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la stabilité sociale et politique au Niger.
De façon spécifique l'action vise à renforcer le dialogue social pour la paix et la stabilité dans 4 régions du Niger (Diffa, Maradi, Niamey, Zinder).
Quatre principaux résultats sont attendus de la mise en œuvre de l'Initiative notamment :

- Résultat 1 : Le dialogue entre les communautés chrétiennes et musulmanes du Niger est favorisé en vue de la prévention des conflits inter religieux
- Résultat 2 : La compréhension entre les associations et leaders religieux est favorisée en vue de la prévention des conflits intra religieux
- Résultat 3 : Les systèmes communautaires de prévention et règlement des conflits sont reliés aux communes et sont dynamisés
- Résultat 4 : Les capacités du CSC la Direction des Affaires Religieuses (DAR) du Ministère de l'intérieur, de la décentralisation, de la sécurité publique et des affaires coutumières et religieuses à accomplir sa mission sont renforcées

IV. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'EVALUATION

➢ Objectifs

La présente évaluation finale de Niger Espoir a pour objectifs de fournir une vue d'ensemble de la performance de l'initiative à travers une appréciation du niveau d'atteinte des objectifs du projet. Il s'agira de façon spécifique de :

- Mettre en évidence et analyser le niveau d'atteinte des objectifs du projet sur la ligne extrants produits – effets – impacts sur la vie des groupes d'impact.

[4] Emmanuel Grégoire, Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique, echogeo
[5] Emmanuel Grégoire, Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique, echogeo

- Identifier les facteurs de succès et les bonnes pratiques ainsi que les facteurs d'échec, les mauvaises pratiques et les écueils à éviter dans la perspective d'une pérennisation de la démarche.

L'évaluation sera guidée par une analyse des critères standards d'évaluation de performance afin d'apprécier la **Pertinence** des objectifs du projet, son **efficacité/Efficience**, sa signification en termes d'I**mpact** et de **Durabilité** et la **pérennité** des activités mises en place pour atteindre les résultats escomptés.

Critère 1 : Pertinence

- Quelle était la logique d'accomplissement qui était à la base de Niger Espoir ?
- Les activités et les produits sont-ils en adéquation avec l'attente générale et les besoins des groupes cibles et d'impacts (communautés, les organisations communautaires, les organisations de la société civile, les autorités communales et traditionnelles, l'état, les jeunes, les femmes)?
- Quel a été le niveau de participation/implication des communautés dans les différentes étapes du processus ? Comment les besoins des communautés ont-ils été pris en compte dans ces étapes ?

Critère 2 : **<u>Efficacité</u>**

- Comment Niger Espoir a contribué à achever le travail entamé avec REVE?
- Le projet a-t-il atteint les résultats prévus ?
- A-t-il pu entrainer les différents acteurs (organisations religieuses, organisations de la société civile, les autorités communales et traditionnelles, les organisations communautaire, ministère …) dans le processus de consolidation de la paix?
- Quel a été le niveau de participation des communautés dans les différentes étapes du processus ? Comment les besoins des communautés ont-ils été pris en compte dans ces étapes?

Critère 3 : **<u>Efficience</u>**

- Quel était le ratio coût total de l'intervention et nombre de bénéficiaires ?
- Les ressources ont-elles été mises à disposition dans les délais souhaités de manière à ce que les activités prévues aient pu être réalisées ?
- Aurait-il été possible d'atteindre les mêmes résultats avec moins de ressources ? Si oui, comment ?

Critère 4 : **<u>Impact</u>**

- Quel a été l'impact direct et indirect des activités sur les attitudes, les connaissances et les pratiques des populations cibles (communautés, hommes/femmes, filles/garçons) ?
- Quel est appréciation fait-on des indicateurs d'effets et d'impact retenus dans le cadre du projet ?
- Quelle appréciation du degré de satisfaction des diverses parties prenantes de l'initiative et bénéficiaires sur le travail réalisé

Critère 5 : **<u>Pérennité/Durabilité</u>**

- Y a-t-il eu des activités ou des stratégies qui vont pérenniser les résultats ?
- Quelle procédure de suivi régulier a été mise en place au sein des communautés pour pérenniser les résultats atteints ?
- Quelle procédure de suivi régulier a été mise en place avec les autorités communales, administratives et traditionnelles pour pérenniser les résultats atteints ?
- Quels facteurs peuvent favoriser ou compromettre la pérennité des activités du projet?
- Quels est le niveau d'appropriation des processus et résultats du projet par les différents acteurs ?

Aussi cette évaluation permettra :

- D'apprécier les mécanismes de gestion de l'initiative en vue d'assurer son alignement avec l'atteinte de ses objectifs ainsi que la bonne exécution des activités de l'initiative ;

- D'identifier les obstacles / défis que l'initiative a connu dans la réalisation des objectifs ;
- D'identifier les facteurs clés qui ont contribué à ce qui semble bien fonctionner ou ce qui n'a pas bien fonctionné sur les aspects pertinents de l'initiative ;
- D'apprécier en cette fin de l'initiative la contribution des réalisations à l'atteinte des objectifs visés par l'Etat du Niger en matière de paix et de dialogue inter religieux.

Résultats attendus

- Une analyse est faite des contributions, avancées, succès et défis de CARE Niger à promotion de la paix et du dialogue inter religieux dans toutes les régions d'intervention de l'initiative
- Les bonnes pratiques et enseignements pouvant contribuer à l'amélioration des politiques publiques au niveau national, en matière de dialogue inter et intra religieux sont documentées
- Une analyse claire est faite des insuffisances ressorties dans la mise en œuvre de l'initiative en tenant compte de la stratégie 2020 et des nouvelles orientations stratégiques de CARE au Niger
- Des recommandations stratégiques et opérationnelles pour la promotion de la paix et du dialogue inter religieux à travers les organisations de la Société Civile, afin d'améliorer la programmation de CARE en lien avec la vision 2020.
- Un rapport succinct est produit : Ce rapport très pratique devra fournir les pistes concrètes pour améliorer la situation actuelle en termes d'actions nécessaires dans le domaine de paix et de dialogue inter religieux.

Autres produits attendus de la consultation

Le consultant sera responsable de préparer et de livrer les produits suivants :

- **Un aide-mémoire de l'évaluation –** Avant d'entrer dans l'exercice de collecte des données, le consultant devra préparer un aide-mémoire de l'évaluation. Ce document doit détailler la compréhension de l'évaluateur par rapport aux éléments qui sont évalués, en indiquant la manière dont chaque question de l'évaluation obtiendra une réponse à l'aide de : méthodes proposées, sources de données proposées et procédures de collecte des données
- **Un premier draft de rapport d'évaluation : La mission sur le terrain sera suivie par la remise d'un** aide-mémoire des conclusions et recommandations à présenter lors d'une réunion de pré-restitution à l'Equipe de l'initiative et les parties prenantes pour recueillir les premières observations à intégrer dans le rapport final.
- **Une réunion de restitution** du rapport d'évaluation au Staff Senior de CARE Niger à Niamey.
- **Un Rapport d'évaluation final** sera élaboré après réception des commentaires de CARE. Les bases de données ayant servi doivent être également restitués à CARE Niger.
- **Un résumé exécutif** d'une page sur l'évaluation devra être préparé en français.

NB : le consultant proposera un canevas de rapport dans son offre technique qui sera validé de manière consensuelle avec l'équipe de l'initiative.

V. METHODOLOGIE et CONDUITE DE L'EVALUATION

Cette consultation sera réalisée de manière participative et itérative avec la participation d'un maximum d'acteurs impliqués dans la mise en œuvre et les groupes d'impacts à différents niveaux pour assurer la pertinence des résultats.

Pour conduire cette évaluation, CARE Niger fera recours à l'expertise d'un/e consultant/e principale d'envergure nationale ayant prouvé son expertise dans la conduite de ce genre de processus d'évaluation finale.

Il/elle devra soumettre une proposition technique et financière incluant une méthodologie détaillée de travail qui sera affinée avec les principaux responsables de CARE Niger.

L'appui des autres compétences de CARE Niger en la matière sera fortement recherché pour des questions d'alignement et d'assurance qualité.

Etape terrain et restitution provisoire des résultats

L'équipe de l'initiative facilitera les contacts avec les partenaires de mise en œuvre sur le terrain. CARE mettra à la disposition de l'équipe d'évaluation les moyens roulants, humains et financiers pour la conduite de la mission sur le terrain. Le Chef de l'initiative assurera la supervision du processus de l'évaluation sur le terrain.
La fin de la mission sera sanctionnée par un débriefing sur les résultats provisoires du processus.

VI. PROFIL DU/DES CONSULTANTS

Le consultant externe sera identifié et recruté par CARE Niger sur la base de son background ou de son expérience dans la conduite des évaluations finales des projets/Programmes. Le Consultant sera accompagné de trois assistants qui s'occuperont chacun d'un aspect en lien avec la thématique de l'initiative Niger Espoir et des objectifs et résultats attendus de la présente consultation. Il s'agira d'un assistant qui va regarder l'impact de Niger Espoir sur les Jeunes, un autre qui va s'occuper de l'impact sur les « communautaires » notamment les associations des chefs coutumiers, les conseillers municipaux, les élus etc..) et enfin le troisième se penchera sur les leaders religieux.
Le consultant principal aura à charge la supervision du travail des assistants en même temps qu'il s'occupera des aspects liés à la gestion de l'initiative Niger Espoir ; pour ce faire, il se penchera sur le fonctionnement du consortium (partenariat), sur les ressources humaines du projet (par poste).
Un staff de CARE pourrait faire équipe avec le/la consultante pour assurer l'appropriation. CARE Niger explorera toutes les possibilités pour identifier le consultant qui aura en charge ce processus.
Il/elle devra au moins répondre aux critères de suivants :

- ✓ Avoir une expertise avérée en facilitation de processus de d'évaluation ;
- ✓ Bonne Expression en langue française et de bonnes capacités rédactionnelles
- ✓ La maîtrise de l'anglais est souhaitée
- ✓ Bonne connaissance de l'approche programme, de la théorie de changement
- ✓ Bonne connaissance des méthodes de recherche participatives
- ✓ Bonnes aptitudes en communication et facilitation

Conditions de soumission
Les consultant (es) intéressés doivent fournir un dossier contenant :

- Un résumé d'une page des expériences passées dans la conduite d'évaluation similaire
- Un CV détaillé ;

Une offre financière sur les **30 jours de consultation**

VII. CALENDRIER

L'activité durera une trentaine de jours (30) à titre indicatif : trois jours de revue documentaire, 16 jours de collecte de données complémentaires (4j/Régions), cinq jours de voyage (Niamey-Diffa-Zinder-Maradi-Niamey), trois jours de mise en commun, un jour d'atelier et deux jours de rapport) et sera conduite au cours du mois Août 2017. Un calendrier détaillé suivant les principales articulations du tableau ci-dessous proposé par le consultant ou l'équipe de consultants puis validé avec l'équipe de CARE Niger.

Programme indicatif

Tâches	Période	Responsable
Elaboration et validation de TDRs	11-17 Juillet 2017	Sanoussi-Niandou-Goni-Djimrao
Lancement avis consultation	18-25 Juillet 2017	Niandou /Achats Niamey
Réception des offres/choix consultants	26-31 Juillet 2017	Niandou /Achats Niamey
Signature contrat avec Consultant	01 Août 2017	Laougé, Balla, Ely
Proposition et validation méthodologie avec le staff du projet (échantillonnage, validation des outils) + revue documentaires-Préparatif voyage (avance, carburant…)	02-06 Août 2017	Consultant-Niandou-Sanoussi- Goni-Djimrao N'Diaye.+Chauffeur
Voyage Niamey-Diffa-Zinder-Maradi	07-08 Août 2017	Consultant-Sanoussi-SOS Civisme-chauffeur
Rencontre avec les parties prenantes au niveau des régions	09-26 Août 2017	Consultant-Sanoussi-SOS Civisme
Traitement, analyse et rédaction du rapport	26-30 Août 2017	Consultants
Présentation du rapport provisoire	31 Août 2017	Consultants
Observations et contributions du staff de CARE et de SOS Civisme sur le rapport provisoire	01-04 Septembre 2017	Consultants
Dépôt du rapport final de l'évaluation	11 Septembre 2017	Consultants

VIII. Budget indicatif

Voir offre du consultant

IX. Documentation de référence

- Document de l'initiative Niger Espoir;
- Programmation annuelle de l'initiative ;
- Le rapport de l'étude de base ;
- Le rapport annuel ;
- Les rapports semestriels d'avancement ;
- La politique de CARE International en matière d'évaluation ;
- Divers rapports d'activités de l'initiative ;
- Plan de SE de l'initiative

X. BUDGET

Il est attendu une proposition financière du consultant ou du/de la consultante.

XI. CONTACTS CLES

- ✓ Niandou Ibrahim Chef de Projet Niger Espoir CARE Niger : Ibrahim.Niandou@care.org, Cel : 00227 90888817
- ✓ Aboubacar Djimraou, ACD/PQL CARE Niger: aboubacar.djimraou@care.org
- ✓ Goni Malam Salé, Coordonnateur SEAMI, CARE Niger Tel : 00 227 90 88 88 66 Email : Goni.MalamSalé@care.org
- ✓ Sanoussi ABABALE C/P/ABC: amsanoussi@care.org
- ✓ Habibou Hamza Superviseur de Zone (Diffa) Habibou.Hamza@care.org
- ✓ Aminou Laouali : SOS Civisme : laouali_aminou@yahoo.fr

Préparé par : Sanoussi ABABALE
Conseiller en Plaidoyer et Adaptation
à Base Communautaire et en dialogue inter religieux

Approuvé par : Ibrahim Niandou
Chef de projet Niger Espoir

Annexe 5 : Chronogramme de la mission

Tâches	Période	Durée (Jours)	Cibles / localisation	Responsable	Méthodologie	Outils / supports/procédures
Signature contrat avec Consultant	16 Août 2017	0	Niamey	Responsables de CARE	Rencontre avec Responsables de CARE et Chargé du Projet Niger Espoir	Offre technique
- Proposition et validation méthodologie avec le staff du projet (échantillonnage, validation des outils) - Revue documentaires - Préparatif voyage (avance, carburant…)	17-21 Août 2017	5	Niamey	- Equipe de Consultants - Responsables de CARE et Niger Espoir + Chauffeur	- Echanges sur les l'aide-mémoire et le canevas du rapport - Travaux en groupe restreint d'établissement des supports d'exploitation des documents	Documents du projet TDRs et aide-mémoire
Voyage Niamey-Diffa	22-23 Août 2017	2	Niamey-Diffa	Consultant-CARE-SOS Civisme et chauffeur	(déplacement sur le terrain)	Voiture
Rencontre avec les parties prenantes au niveau des régions de Diffa	24-27 Août 2017	4	Diffa	Consultant-CARE et SOS Civisme	Collecte de données auprès des acteurs locaux	- Entretien individuel et/ou en focus groupe
Voyage Diffa-Zinder-	28 Août 2017	1	Niamey-Diffa	Consultant-CARE-SOS Civisme et chauffeur	(déplacement sur le terrain)	Voiture
Rencontre avec les parties prenantes au niveau de la région de Zinder	28-30 Août 2017	3	Zinder	Consultant-CARE et SOS Civisme	Collecte de données auprès des acteurs locaux	- Entretien individuel et/ou en focus groupe
Voyage Zinder - Niamey	31 Août 2017	1				

Tâches	Période	Durée (Jours)	Cibles / localisation	Responsable	Méthodologie	Outils / supports/procédures
Pause – fête	1 2 3 4 5 Sept 2017	5				
Voyage Niamey-Maradi	06 Sept 2017	1	Niamey-Maradi	Consultant-CARE-SOS Civisme et chauffeur	(déplacement sur le terrain)	Voiture
Rencontre avec les parties prenantes au niveau de la région de Maradi	07-09 Sept 2017	3	Maradi (CDIR et Plates-formes)	Consultant-CARE et SOS Civisme	Collecte de données auprès des acteurs locaux	- Entretien individuel et/ou en focus groupe
Voyage Maradi-Niamey	10 Sept 2017	1	Maradi-Niamey	Consultant-CARE-SOS Civisme et chauffeur	Voyage	Voiture
Rencontre avec les parties prenantes de la Région de Niamey	11-13 Sept 2017	3	Niamey	Consultant-CARE et SOS Civisme	Collecte de données sur le terrain auprès des acteurs	- Entretien individuel et/ou en focus groupe
Traitement, analyse et rédaction du rapport	14-18 Sept 2017	5	Niamey	Consultants	Travaux de traitement, analyse et de mise en commun pour l'élaboration de rapport	Matériel de saisie et de reproduction
Présentation du rapport provisoire	19 Sept 2017	1	Niamey	Consultants	Exposé des résultats du rapport provisoire	Réunion avec les Responsables de CARE et SOS Civisme
TOTAL		**30**				

Annexe 6 : Nouveau cadre logique axé sur les résultats du Projet Niger Espoir

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Cibles année de référence	Cible actuelle	Cibles Finale prévue	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif Général: Contribuer à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la stabilité sociale et politique au Niger.	**Impact :** Le projet NE **a contribué** à la consolidation de la paix et à l'amélioration de la stabilité sociale et politique au Niger.	Diminution de la proportion des conflits violents dans les communes d'intervention					
		Réalisation d'une étude de base (disposer d'indicateurs de référence)					
		Réalisation d'une étude d'évaluation finale (appréciation de la performance du projet : pertinence, efficacité, efficience, effets et durabilité)					
		Etudes d'impact (évaluation des changements induits à long terme sur l'ensemble des populations de la zone d'intervention)					
		Enquêtes MSC					

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Cibles année de référence	Cible actuelle atteinte	Cibles Finale prévue	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif spécifique **OS1:** Renforcer le dialogue social pour la paix et la stabilité dans 4 régions du Niger (Diffa, Maradi, Niamey, Zinder).	**Effet** le dialogue social pour la paix et la stabilité dans 4 régions du Niger (Diffa, Maradi, Niamey, Zinder) est renforcé	Nbre Comités Régionaux de Dialogue Interreligieux mis en place et opérationnels (Inter agissent et établissent des relations efficaces avec les autorités administratives et coutumières pour la paix)					
		Nbre de comités communaux mis en place et opérationnels (Inter agissent et établissent des relations efficaces avec les autorités administratives et coutumières pour la paix)					
		Proportion (%) de femmes qui participent activement aux instances régionales, communales et communautaires de consolidation de la paix					
		Proportion (%) de jeunes qui participent activement aux instances régionales, communales et communautaires de consolidation de la paix					

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Cibles année de référence	Cible actuelle atteinte	Cibles Finale prévue	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Action1 : Favoriser le dialogue entre les communautés chrétiennes et musulmanes du Niger en vue de la prévention des conflits inter religieux	**Produits/Extrant 1 :** Le dialogue entre les communautés chrétiennes et musulmanes du Niger est favorisé en vue de la prévention des conflits inter religieux	Ind. P 1.1 : Les 4 comités régionaux de dialogue sont opérationnels (Zinder, Maradi, Niamey et Diffa)					
		Ind. P 1, 2: Nombre de comités communaux de dialogue mis en place et disposant de leurs plans d'action					
		Ind. P 1.3 : Nombre et type d'initiatives de renforcement du «Vivre ensemble» conduites par les Comités avec le financement du projet					
		Ind. P 1. 4 : 1 manuel de formation sur le dialogue inter religieux comme facteur du vivre Ensemble est édité					
		Ind. P 1. 5: Nombre de leaders religieux (H & F) dont les capacités sur le vivre ensemble ont été renforcées, grâce aux actions du projet					

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Cibles année de référence	Cible actuelle atteinte	Cibles Finale prévue	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	A.1.1. Mise en place des CDIR communaux des régions de Niamey, Maradi, Zinder et Diffa	Nbre comités régionaux de dialogue inter religieux mis en place dans les communes des régions de Niamey, Maradi, Zinder et Diffa					
	A.1.2 Communication communautaire pour le renforcement de la paix.	Nbre Communication communautaire pour le renforcement de la paix.					
	A.1.3. L'appui pour la mise en œuvre des plans stratégiques des comités de dialogue interreligieux	Nbre appuis pour la mise en œuvre des plans stratégiques des comités de dialogue interreligieux					
	A.1.4 Ateliers d'échanges d'expériences entre les comités de dialogue inter religieux.	Nbre d'ateliers d'échanges d'expériences entre les comités de dialogue inter religieux.					
	A.1.5 Organisation d'un atelier d'échange et d'évaluation à mi-parcours des performances enregistrées dans le cadre de la consolidation de la paix.	Nbre atelier d'échange et d'évaluation à mi-parcours des performances enregistrées dans le cadre de la consolidation de la paix organisé.					
	A.1.6. Elaboration d'un manuel de formation sur le dialogue inter religieux comme facteur du vivre Ensemble	Nbre manuel de formation sur le dialogue inter religieux comme facteur du vivre Ensemble élaboré					

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Cibles année de référence	Cible actuelle atteinte	Cibles Finale prévue	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Action 2: Favoriser compréhension entre les associations et leaders religieux en vue de la prévention des conflits intra religieux.	**Produit/Extrant 2 :** La compréhension entre les associations et leaders religieux est favorisée en vue de la prévention des conflits intra religieux.	Ind.2. 1 : Nombre de micros projets du collectif des écoles coraniques Attawaan, Union écoles coraniques et des associations chrétiennes financés					
		Ind.2. 2 : Nombre de manuels de formation sur le dialogue intra religieux édités					
		Ind.2. 3 : Nombre de sessions de formation mixtes intra religieux musulman (les sunnites, les quadriya et les tidjania,,,) et chretiens (catholiques et protestants,,,) organisés					
		Ind.2. 4 : Nombre de participants hommes et femmes à ces formations					

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Cibles année de référence	Cible actuelle atteinte	Cibles Finale prévue	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	A.2.1. Rencontres de réflexion intra religieuses	Nbre Rencontres de réflexion intra religieuses.					
	A.2.2. Le renforcement des organisations Intra et inter religieuses	Nbre organisations Intra et inter religieuses renforcés					
	A.2.3. Financements d'initiatives d'AMEEN, de la Commission InterDiocésaine et de FAICAD	Nbre d'initiatives d'AMEEN, de la Commission InterDiocésaine et de FAICAD financées					
Action 3 : Relier les systèmes communautaires de prévention et règlement des conflits aux communes et les dynamiser dans les communautés frontalières du Nigeria	**Produit/Extrant 3 :** Les systèmes communautaires de prévention et règlement des conflits sont reliés aux communes et sont dynamisés dans les communautés frontalières du Nigeria	Ind.3. 1 : Nombre de sessions d'analyse participative communautaire des vecteurs et des cycles de conflits réalisé					
		Ind.3. 2 : Nombre d'instances communautaires et communales en charge de la gestion des conflits rendus opérationnels					
		Ind.3. 3 : Nombre d'initiatives des associations de jeunes financées et montant des financements					

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Cibles année de référence	Cible actuelle atteinte	Cibles Finale prévue	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
	A.3.1 : Analyse participative communautaire des vecteurs et des cycles de conflits	A.3.1 : Analyse participative communautaire des vecteurs et des cycles de conflits					
	A3.2 : Renforcement des mécanismes existants d'atténuation des risques de conflits	A3.2 : Renforcement des mécanismes existants d'atténuation des risques de conflits					
	A3.3 : Suivi des facteurs d'influence de la sécurité et la paix	A3.3 : Suivi des facteurs d'influence de la sécurité et la paix					
	A.3.4. Analyse et élaboration d'une théorie de changement dans les régions de Maradi et Zinder	A.3.4. Analyse et élaboration d'une théorie de changement dans les régions de Maradi et Zinder					
	A3.5 : Appui aux initiatives des associations de jeunes	A3.5 : Appui aux initiatives des associations de jeunes					

Hiérarchie des objectifs	Hiérarchie des résultats	Indicateurs	Cibles année de référence	Cible actuelle atteinte	Cibles Finale prévue	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Action 4: Renforcer les capacités de la Direction des Affaires Religieuses (DAR) du MI/SP/D/ACR à accomplir sa mission	**Produit/Extrant 4 :** Les capacités de la Direction des Affaires Religieuses(DAR) du MI/SP/D/ACR à accomplir sa mission sont renforcées	Ind.4. 1 : Nombre de missions de supervision des activités religieuses Ind.4. 2 : Nombre, type et valeur des appuis institutionnels apportés à la DAR					
	A41 : Appui institutionnel à la DAR (reformes, coordination des activités des associations religieuses)	Nbre/types d'appui institutionnel à la DAR (reformes, coordination des activités des associations religieuses)					
	A42 : Suivi du dispositif de monitoring du CSC	Nbre suivi du dispositif de monitoring du CSC					